



200 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1762 MARDI 18 JUIN 2013

VENTE AUX ENCHÈRES

Des objets d'art congolais estimés à plus d'un million d'euros

Les 18 et 19 juin à Paris, les maisons Sotheby's et Christie's proposeront aux enchères plus de 250 lots d'objets africains. Les estimations individuelles desdites œuvres se chiffrent jusqu'à 1 million d'euros, indique lesechos.fr. La collection congolaise comprend, entre autres, un sifflet-pendentif en ivoire Mbuun estimé entre 7000 et 10.000 euros, une statue-réceptacle Yaka pouvant se négocier entre 12.000 et 18.000 euros et un appui-tête Yaka évalué entre 30.000 et 40.000 euros. D'autres objets d'art africain seront également mis en vente, notamment une coupe royale Yoruba du Nigeria ayant appartenu à un couple de marchands d'art primitif de Bruxelles. L'objet est estimé à un million d'euros. Les tests au Carbone 14, indique-ton, ont révélé que son ancienneté remonte au 18^e ou même au 17^e siècle.

Page 14

MONDIAL 2014

La RDC n'ira pas au Brésil

Après le nul de zéro but partout concédé dimanche au stade des Martyrs contre le Cameroun, la RDC a totalement compromis ses chances de qualification pour le Mondial brésilien. Le sélectionneur des Léopards, Claude Le Roy, n'a pas atteint son deuxième objectif selon le contrat signé avec le gouvernement et la Fédération congolaise de football association. Pourtant, la mobilisation a été tous azimuts afin de gagner cette rencontre et espérer une autre victoire lors du dernier match contre le Togo, à Lomé, en septembre prochain. Mais hélas ! Au coup de sifflet final de l'arbitre sénégalais Badara, le public du stade des Martyrs n'a pas digéré ce résultat. C'est sous forte escorte policière que les fauves congolais ont été évacués. Une situation qui va certainement amener la Fifa à prendre de nouvelles sanctions contre la RDC.

Page 14

EST DE LA RDC

L'insécurité gagne du terrain au Katanga

Un vent chaud souffle sur Lubumbashi et l'heure est au renforcement de la sécurité sur l'ensemble de la province. Longtemps restés cantonnés au nord du pays, les Mai Mai sortent de plus en plus de leur tanière pour s'aventurer dans le chef-lieu de la province cuprifère ou dans ses confins. La vitesse d'exécution de la milice dirigée par Gédéon Kyungu et la facilité avec laquelle elle occupe le terrain donne matière à réflexion sur l'efficacité des forces de l'ordre et des services de renseignement commis à la sécurité du Katanga.

Alors qu'ils étaient munis essentiellement d'armes blanches lors de leur attaque du mois de mars sur la ville de Lubumbashi, les assaillants sont désormais lourdement armés et se sont mués du coup en une véritable menace pour la sécurité nationale. D'aucuns y voient un vaste complot aux élans sécessionnistes visant la déstabilisation de la RDC en vue d'accomplir le fameux plan de balkanisation.

Page 12



Les miliciens Bakata Katanga

RÉGIDESO

Relecture des contrats du plan d'urgence



La statue symbole de la Régideso

Coup d'envoi le 17 juin de l'atelier de deux jours portant sur le passage en revue des contrats du plan d'urgence pour redresser la Régideso. Deux consultants étrangers encadrent les échanges très techniques dont le but n'est pas, à ce stade, de réviser les contrats mais plutôt d'aider à leur meilleure compréhension par l'ensemble des parties prenantes. Il reviendra à l'auditeur avec lequel le gouvernement a déjà conclu un accord de se rendre compte de la manière dont les contrats sont appliqués.

Néanmoins, certaines contraintes observées sur le terrain ont permis de poser des questions de fond. La société commerciale éprouve, en effet, des difficultés à capter les informations provenant des centres en provinces alors qu'elles sont cruciales dans le cadre du redressement. Aussi le décalage des dates des contrats empêche-t-il une certaine cohérence dans les calendriers des différents produits et actions. Des voix s'élèvent pour appeler à des réajustements indispensables.

Page 12

BANDUNDU

Des ONG insistent sur la libération des douze activistes emprisonnés

Le collectif des ONG des droits de l'homme a lancé dernièrement un appel en direction du gouvernement pour la protection du travail des défenseurs des droits de l'homme contre les atteintes des pouvoirs publics. C'était dans le cadre de la publication, le 14 juin, du rapport de la mission menée du 4 au 7 juin dans le Bandundu en vue de s'informer sur l'emprisonnement des douze activistes des droits de l'homme. Dans ses investigations, la mission a noté que les incriminés sont victimes d'acharnement et d'intolérance politique d'autant plus que leur procès n'était pas juste et équitable. Pour ce regroupement d'ONG, les juges n'avaient pas fait preuve d'indépendance et d'impartialité dans leur jugement. Ils auraient, d'après cette structure, obéi à la volonté politique en lieu et place des lois, règlements et nécessités de la démocratie.

Page 12

ÉDITORIAL

Attention !

Oui, prêtons la plus grande attention aux mots utilisés pour exiger du pouvoir les réformes de fond jugées indispensables par une partie de la classe politique congolaise dans le domaine de la gouvernance. Ils sont en effet porteurs de grands risques pour notre Nation.

Prenons, par exemple, le mot « états-généraux » que l'opposition radicale brandit depuis des mois comme un drapeau dans l'espoir de convaincre l'opinion publique qu'une deuxième Conférence nationale serait la bienvenue. Derrière lui se cache un processus infernal dont de nombreux pays ont fait l'expérience de par le monde, à commencer par la France ancienne où, manifestement, les tenants de ce processus vont puiser leurs idées.

Relisez l'Histoire et vous verrez comment une idée apparemment logique, raisonnable, juste, à savoir celle de la réunion dans une même enceinte des différentes composantes de la société française, déboucha sur la révolution, l'effondrement des institutions, le chaos politique et, pour finir, la Terreur qui fit en quelques mois des centaines de milliers de victimes innocentes. Si ceux et celles qui prônaient la tenue des états-généraux en 1788 et 1789 avaient imaginé ce qu'il sortirait de ce dialogue national aucun d'eux, certainement, n'aurait osé en avancer l'idée.

Regardons la vérité en face même si elle ne nous plaît pas : c'est le même processus infernal qui a conduit le Congo de la paix dans laquelle il vivait depuis la fin des années soixante-dix au chaos dans lequel il sombra en 1993, 1997, 1998. Entendons-nous bien cependant : il ne s'agit pas ici d'émettre des regrets sur l'avènement de la démocratie qui constitue une avancée indiscutable et indiscutée, mais seulement d'inciter la classe politique congolaise à ne pas oublier le passé et donc à ne pas se jeter sans réfléchir dans un processus apparemment sain qui, en réalité, pourrait déboucher sur de nouveaux troubles sociaux.

S'il est vrai, indiscutable même, qu'un véritable débat public devrait aujourd'hui s'instaurer dans notre société, il l'est tout autant sinon plus que ce débat doit se dérouler au sein des institutions existantes et non dans un lieu artificiel, sans légitimité démocratique, où la voix des ultras submergerait vite la réflexion des modérés.

Oui, plus que jamais sachons raison garder.

Les Dépêches de Brazzaville

POINTE-NOIRE

17 pionniers de la FMC présentés au PCT

La cérémonie de présentation des membres du comité central de la Force montante congolaise (FMC) aux membres du Parti congolais du travail (PCT) dont elle est l'organisation de jeunesse, a eu lieu le 16 juin à la case du parti.

Des 221 membres de la FMC, 17 viennent du département de Pointe-Noire. Ils ont été présentés aux cadres du PCT du département de Pointe-Noire peu après la lecture du compte-rendu de la délégation de Pointe-Noire au congrès constitutif de la FMC faite par Christian Makosso, secrétaire fédéral chargé de la jeunesse. Après le congrès constitutif de l'organisation unique de jeunesse du PCT, tenu du 24 au 26 mai à Brazzaville, est née la FMC, considéré comme un cadre de réflexion afin d'apporter des solutions aux problèmes des jeunes. C'est aussi un espace de propositions majeures pour une participation efficiente de la jeunesse à l'atteinte de l'objectif gouvernemental de faire du Congo un pays émergent à l'horizon 2025.

« Éduquer, encadrer et mobiliser les jeunes autour des valeurs de la social-démocratie, de l'unité nationale, de paix, de liberté, de développement, d'égalité, de

tolérance et de solidarité, soutenir les causes justes, promouvoir les valeurs morales et éthiques sont, entre autres, les objectifs que la FMC s'est fixés pour aider les jeunes à s'organiser afin de mieux exprimer leur leadership », a déclaré Ginette Ngoma Tchibinda, membre du comité central de la FMC lisant le mot des jeunes.

Félicitant les jeunes promus, Victor Foudi, membre du comité central du PCT et président du conseil fédéral de Pointe-Noire, a ajouté : « En vous choisissant pour membres du comité central de la FMC, nous restons convaincus que vous porterez au pinacle la fédération de Pointe-Noire. Vous devez être les artisans de la pensée créatrice, capables d'appuyer dans l'harmonie les actions politiques déjà entamées par le PCT. N'oubliez pas donc, camarades jeunes, que vous êtes le fer de lance de la politique du PCT. Je vous encourage à conserver cette énergie et à la communiquer avec enthousiasme aux



Les jeunes de la FMC entourant le ministre Collinet Makosso

jeunes du département de Pointe-Noire. » LA FMC s'affiche aujourd'hui comme une alternative heureuse pour redynamiser le PCT et préparer la relève. « Nous avons engagé le pays dans une politique de relève, dans une gestion intergénérationnelle. Cela doit se faire avec une jeunesse formée dans un cadre bien organisé, bien structuré. Les organisations de jeunesse sont donc une école. », a conclu le ministre Anatole Collinet Makosso dans son exhortation à la jeunesse de la FMC. La cérémonie s'est déroulée en présence de Juste Bernardin Gavet, premier secrétaire de la FMC.

Hervé-Brice Mampouya

DÉBAT POLITIQUE

La DDC exige à la DRD de changer sa dénomination

Querelles de leadership, menace de divisions, éviction des cadres, le débat politique ne cesse d'enfler et de nourrir l'actualité. Pour preuve, cette exigence que la Dynamique pour le développement du Congo (DDC) a faite à la Dynamique Républicaine pour le développement (DRD) de changer de dénomination.

Au cours d'une conférence de presse animée le 15 juin à Brazzaville, le premier secrétaire de la DDC, Arnel Lounou, a fait savoir aux journalistes que ces deux dénominations prêtent à confusion. « Tenant compte du fait que la DDC est née en 2009 avant la DRD et sur la base du droit de l'antériorité, nous sollicitons la compréhension du président de la DRD, Hellot

Matson Mampouya, de changer l'appellation de son parti politique », a insisté Arnel Lounou.

La direction politique de la DDC a déjà engagé les démarches administratives auprès du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation à qui elle a adressé une lettre dont elle attend la réponse. « Avant de recourir aux services judiciaires, nous avons voulu commencer par le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Il a déjà, par le passé, arbitré des conflits similaires et les résultats obtenus avaient été satisfaisants », a-t-il précisé.

Il est inconcevable que deux partis politiques diamétralement opposés par leurs idéologies et leurs visions, a-t-il poursuivi,

puissent avoir des dénominations presque similaires. « La DDC est un parti de masse qui a pour mission de défendre l'intérêt général des Congolais et de conquérir le pouvoir par des moyens démocratiques », a-t-il ajouté.

La direction politique de la DDC justifie cette démarche par les réactions de ses militants qui, pour la plupart, semblent désorientés depuis la création de la DRD. « Cette confusion a amené la majorité de nos membres à penser que la direction politique a procédé clandestinement au changement de dénomination de notre mouvement », a-t-il conclu.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcie.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Coordonateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza

Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole

Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcie

Assistante de direction : Sylvia Adhads

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain

Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriecongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)

38 rue Vaneau 75007 Paris

Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

2^E NEW YORK FORUM AFRICA

Denis Sassou Nguesso exhorte le monde à voir l'Afrique de l'intérieur

À Libreville où il a pris part le 14 juin 2013 à la cérémonie d'ouverture du 2^e New York forum Africa, le chef de l'État congolais a, une fois de plus, invité les investisseurs du monde entier à venir apprécier de plus près la réalité africaine pour se départir des idées reçues. C'était lors d'un jeu public de questions réponses entre la journaliste, modératrice de circonstance, Christine Okrent et six chefs d'État africains présents à ces assises.

« Il faut venir ici en Afrique, au contact de la réalité. Je vais vous donner un exemple : j'ai parlé longtemps avec un homme d'affaire de Malaisie. Nous avons parlé de palmier à huile. Ils ont la maîtrise dans ce secteur. Il a fallu qu'il vienne au Congo, au contact de la réalité. Cette réalité a montré qu'il y avait des potentialités,

mais qu'il fallait réaliser des infrastructures de base. Il n'était pas possible que le développement ait lieu si nous n'amenions pas l'électricité sur le site, si nous ne construisions pas une route qui mène à un port fluvial, si la navigation n'est pas possible de ce fleuve au chemin de fer Congo océan Brazzaville-Pointe Noire. Ce n'était pas de l'enthousiasme, c'était la réalité des problèmes qu'il fallait affronter et résoudre. Je peux dire que cet investisseur de Malaisie a fini par travailler avec nous... », a fait remarquer Denis sassou N'Guesso répondant à une question de la journaliste.

Il a en outre congratulé le président gabonais et l'homme d'affaires français pour l'organisation réussie du forum. « Je voudrais remercier mon frère, le président Ali Bongo On-



Denis Sassou N'Guesso entouré de ses homologues équato-guinéen et tchadien dimba qui a, à l'occasion de ce sommet de la Cémac, donné l'occasion aux chefs d'État d'échanger avec les personnalités du monde économique, scientifique et technologique venus de tous les coins de ce monde. Merci à notre ami Richard Attias qui a eu le mérite de créer cet espace de concertation», a-t-il dit. Le New-York Forum Africa qui est à sa deuxième édition annuelle, tenue à Libreville, est un rendez-vous d'échanges, du donner et du recevoir, pour débattre des grands dossiers économiques et financiers se rapportant à l'avenir du continent noir. Il a rassemblé cette année, du 14 au 16 juin, environ sept cent participants dont des Prix Nobel, des dirigeants d'entreprises, des décideurs financiers, des responsables politiques, des diplomates, des intellectuels et des journalistes des quatre coins de la planète. Selon les organisateurs, le challenge de cette deuxième rencontre de Libreville serait de laisser de côté la simple rhétorique, les proclamations d'intention et les effets d'annonce, pour s'efforcer de faire déboucher le Forum sur des conclusions concrètes. Ouvrant les travaux, le chef de l'État gabonais s'est plutôt montré optimiste : « L'une des raisons de cette rencontre est la prise de conscience de la place grandissante et incontournable de l'Afrique dans un monde global... L'Afrique ne peut pas, l'Afrique ne veut pas rester en marge de la

marche du monde », a-t-il souligné. Et tous les signaux permettent d'espérer : « Il ne s'agit pas d'un leurre, d'une clause de style, d'une promesse sans fondement, ... une simple vue de l'esprit, ... c'est la réalité d'un continent au potentiel inestimable. En effet, l'Afrique d'aujourd'hui veut effacer les images et les clichés négatifs, faciles et réducteurs. Sa jeunesse, ses femmes, ses acteurs économiques à l'instar d'autres continents aspirent aussi à occuper la place qui lui revient... Alors pour conserver nos chances intactes, pour optimiser nos atouts, il convient, ensemble, de surmonter les défis auxquels nous sommes confrontés », a-t-il poursuivi. Tout compte fait, plus d'un observateur prédit à ce continent, jusqu'ici marginalisé, un avenir radieux pourvu que ses peuples en prennent conscience et se mettent résolument au travail, en ayant à l'esprit les cinq leviers relevés par le professeur Lawrence à savoir : la paix et la sécurité, l'éducation et la formation, l'utilisation rationnelle de ses ressources naturelles, la bonne gouvernance et la maîtrise de la science et de la technologie.

La rédaction

Six chefs d'État de la Cémac étaient présents à la 2^e édition du New York Forum Africa 2013 :

Le Congolais Denis Sassou N'Guesso ; le Centrafricain Michel Djotodia ; l'Équato-guinéen, Théodore Obiang Nguema ; le Tchadien Idriss DEBI et l'hôte du sommet, le Gabonais Ali Bongo Ondimba. Le Sénégalais Macky Sall était l'invité d'honneur. Il faille aussi noter la présence très remarquable d'illustres personnalités comme le Nigérien Ollessogun Obansanjo, le Sud-africain Frederick de Klerk, l'universitaire et homme politique américain Lawrence H. Summers...

DRAME DE MPILA

Les sinistrés expriment leur mécontentement

Le 15 juin à Brazzaville, les habitants du quartier 61, à Mpila Intendance, ont formulé des doléances au député de la première circonscription de Talangai, Hyacinthe Ingani.

La réhabilitation, la reconstruction et l'indemnisation des commerçants de la zone du sinistre figuraient parmi les préoccupations des habitants de cette circonscription. « Nous vivons dans l'insécurité totale. Celle-ci est due aux mauvaises conditions de vie. Aujourd'hui nous fermons nos portes à l'aide d'un bâton. Nous enregistrons de ce fait plusieurs cas de vol et sommes obligés de veiller pour faire face aux voleurs », s'est plaint Édouard Itoua Longa, un habitant.

Ils ont dénoncé le fait que le gouvernement a abandonné ses devoirs envers les victimes invalides. Certains ont, à cet effet, porté leur témoignage et lancé un appel au gouvernement afin d'aider ces familles dans la prise

en charge médicale. Au nombre de 1 600, ces victimes sont en majorité dépourvues de moyens.

Paiement annoncé aux 330 familles oubliées

Au sujet de l'allocation d'urgence, Hyacinthe Ingani a signalé que ces frais seraient payés en début de semaine aux 330 familles oubliées. Notons que depuis trois mois, 1 200 familles résidant dans les sites d'hébergement ont été en rupture d'approvisionnement. Selon le député, la reprise de cette prise en charge serait effective à compter de cette semaine.

S'agissant de la situation des commerçants ayant perdu leurs marchandises, Hyacinthe Ingani a indiqué que ces marchands se sont pour la plupart autoproclamés commerçants en livrant de fausses données. Le gouvernement aurait entamé une procédure de vérification de l'authenticité des déclarations des victimes, ainsi que celles des

propriétaires des écoles privées détruites dans cette zone. Le montant de la reconstruction des maisons détruites de la zone rouge s'élève à 1,5 milliard FCFA. Malgré les travaux de réhabilitation en cours de réalisation, la population de la zone rouge, située aux alentours du régiment blindé, ne manifeste aucun intérêt pour ces réalisations. « Le gouvernement ne prend pas en compte nos doléances. Cela fait plus d'une année qu'il nous promet de faire un état des lieux afin de proposer aux propriétaires un plan de reconstruction de la zone. Nous demandons de toute urgence la reconstruction de nos maisons », a déclaré un habitant de la zone rouge, Simon Dzila. Et de poursuivre : « Les conditions de vie de ceux qui habitent sous les tentes sont alarmantes, car l'eau de pluie s'infiltrait partout. Cette situation ne devrait pas laisser indifférent le gouvernement. »

Josiane Mambou-Loukoulou

Menace sur les travaux de reconstruction

« Passé le 30 juin, délai de rigueur, nous nous déploierons dans la zone du sinistre pour empêcher tous les travaux de réparation et de reconstruction des maisons ». Réuni en assemblée générale extraordinaire, le 16 juin à son siège, le collectif des commerçants de la zone du sinistre a lancé cet ultimatum au gouvernement.

Selon ce collectif, les autorités ont renvoyé aux calendes grecques le volet économique qui aurait dû constituer la priorité des priorités. Il a aussi déploré le fait que le gouvernement ne considérerait pas les commerçants de la zone sinistrée dans ses priorités.

Pour une action de grande envergure, le collectif, qui a déjà organisé une marche pacifique en décembre 2012 et un sit-in récemment au ministère des Finances, bénéficie désormais du soutien des vendeuses du marché de Yoro. En effet, après des démarches infructueuses depuis cette tragédie, ces vendeuses ont décidé de sceller une alliance avec le collectif à l'effet de fédérer leurs efforts pour obtenir du gouvernement le règlement total de ce volet. Encourageant le bureau dirigé par Jean-Serge Ibara pour cette alliance, l'assemblée l'a exhorté à tout mettre en œuvre pour mobiliser d'autres victimes du 4-Mars dont la situation n'est pas encore réglée. Elle a également demandé au bureau de réaliser une grande mobilisation des membres du collectif et de leurs partenaires pour la réussite totale des actions à ve-

nir. Le bureau a ensuite reçu la mission d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour informer toutes les administrations liées au drame du 4-Mars et l'opinion publique sur les dispositions prises lors de leur rencontre.

4,312 milliards FCAF à mobiliser pour les 1 196 commerçants !

Le président du collectif, Jean-Serge Ibara, a, à cette occasion, rendu compte de la démarche menée envers la direction de la Documentation de la présidence de la République. Cette démarche, dont la suite est attendue, a-t-il précisé, a eu pour conséquence l'annulation de toutes les options et manifestations antérieurement programmées. « Malgré toutes les difficultés que nous traversons, personne ne semble prendre en compte notre cas, sinon par des déclarations incendiaires et souvent infondées délivrées dans les quartiers par certaines autorités, nous culpabilisant à tous les coups. Ce qui n'a pour conséquence que de mettre de l'huile sur le feu », a regretté Jean-Serge Ibara. Selon l'évaluation faite par le ministère de l'Intérieur, le gouvernement devrait payer 4,312 milliards FCFA à cette catégorie de sinistrés pour préjudice causé, au lieu des 8,115 milliards comme le prétendaient les victimes. Ce collectif comptant près de 1 196 commerçants pour environ 4 000 employés.

Parfait-Wilfried Douniama

Avis de concours

Pour le recrutement du personnel de la salle de tri

La Banque des États de l'Afrique Centrale (BÉAC) recrute, par voie de concours, le personnel de la salle de tri appelé à servir dans les directions nationales, agences et bureaux des États membres de la CÉMAC (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad).

1-Conditions de nationalité et d'âge

Ce concours est ouvert aux ressortissants des États membres de la CÉMAC dont l'âge est compris entre 18 ans révolus et 30 ans au plus (à la date de publication du présent avis) et jouissant de leurs droits civiques.

2-Profil recherché

- Niveau d'études : minimum classe de première
- Diplôme : BEPC ou CAP ou GCE O'level ou Bachillerato Elemental
-

3-Composition du dossier de candidature

- Une demande d'emploi manuscrite ;
- Un curriculum vitae ;
- Une copie conforme de l'acte de naissance ;
- Une copie conforme du diplôme ;
- Une copie conforme d'une pièce d'identité (certificat de nationalité, carte nationale d'identité ou passeport)
- Un extrait de casier judiciaire, bulletin n° 2 ou n° 3 datant de moins de trois mois.

Seuls les candidats ayant présenté un dossier conforme et complet seront retenus pour le concours.

4-Épreuves du concours

Les candidats retenus participeront à un concours comportant des épreuves écrites composées d'une dictée, d'une rédaction et de notions élémentaires de mathématiques.

Les lettres de convocation au concours seront adressées aux candidats exclusivement dans leur boîte e-mail.

Les candidats déclarés admissibles passeront également un entretien, pour être retenus.

Seul ceux ayant été déclarés aptes aux examens médicaux seront définitivement engagés. Les modalités de déroulement des épreuves seront précisées dans la lettre de convocation.

5- Stage de formation et intégration dans les effectifs

Les candidats qui seront sélectionnés effectueront une période d'essai et de stage de 9 mois au terme de laquelle un contrat de travail à durée indéterminée leur sera proposé.

6-Dépôt des dossiers de candidature

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur dossier de candidature complet au plus tard, le vendredi 28 juin 2013 à l'une des adresses suivantes :

BEAC- Direction nationale B.P. 126 Brazzaville (Congo)
 BEAC- Agence de Pointe-Noire
 BEAC- Agence de Ouessou
 BEAC- services centraux DRH B.P 1917 Yaoundé (Cameroun)
 BEAC- Direction nationale B.P. 851 Bangui (RCA)
 BEAC- Direction nationale B.P. 112 Libreville (Gabon)
 BEAC- Direction nationale B.P 501 Malabo (Guinée Équatoriale)
 BEAC- Direction nationale B.P 50 Ndjamena (Tchad)

Les dossiers seront adressés à l'un des chefs de centre des localités ci-dessus indiquées, sous pli fermé en indiquant la mention « AVIS DE CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE LA SALLE DE TRI DE LA BEAC ».

Les candidats retenus passeront le concours au lieu de dépôt de leurs dossiers.

Fait à Brazzaville, le 12 juin 2013

AVIS D'APPEL D'OFFRES/001/LN/DG/2013



Objet : construction d'une Agence Ecobank à Baongo

1-Ecobank Congo a prévu, dans son budget au titre de l'exercice 2013, de réaliser la construction d'une agence à Baongo.

2-À cet effet, ECOBANK lance le présent Appel d'offres pour la construction d'une agence à Baongo.

3-Le processus de sélection se déroulera conformément aux procédures en vigueur à ECOBANK.

Les candidats intéressés et remplissant les conditions requises peuvent examiner, retirer le dossier d'appel d'offres à l'adresse ci-dessous entre 9 heures et 12 heures les jours ouvrés moyennant le paiement d'une somme non remboursable de FCFA 500 000 (cinq cent mille). Le paiement devra être effectué en espèces.

4-Les offres doivent être présentées en trois exemplaires, sous plis fermés et déposées au secrétariat de ECOBANK au plus tard le vendredi 28 juin 2013 à 11 heures précises. L'enveloppe devra porter la mention « AVIS D'APPEL D'OFFRES/001/LN/DG/2013.

Les offres reçus après le délai fixé ci-dessus seront rejetées.

L'ouverture des plis sera effectuée à la Direction Générale de ECOBANK à Brazzaville à l'adresse mentionnée ci-dessus, le mardi 02 juillet 2013 à 11 H 00 précises, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés qui souhaitent y être présents.

Fait à Brazzaville, le 11 juin 2013

La Direction Générale

Adresse :
 Immeuble ARC, 3^e étage
 Avenue du camp - Brazzaville
 Tél : 066981334

PROJET CAB

Début des travaux annoncé pour la fin de l'année

Le lancement du projet Central african back bone (Cab) favorisera la disponibilité des points de connexion internet sur le territoire national. Il branchera également le pays à d'autres États de la sous-région, grâce à un service de télécommunication de qualité et à un coût réduit.

Le cabinet mis en place pour la traçabilité a rendu compte du travail effectué, le 13 juin à Brazzaville. Cette restitution a été faite auprès du ministre des Postes et Télécommunications, Thierry Lézin Mougalla, et de l'administrateur général de Congo Télécom, Akouala. Il ressort de cette restitution que plusieurs options doivent être prises en compte, en vue de la mise en œuvre effective de ce projet. Il s'agit, entre autres, de

la construction, dont la procédure de financement demeure en suspens. « L'étape de construction est très importante pour un projet d'une telle envergure. Son financement pourrait être entièrement réglé par l'État ou par un partenariat public-privé. Le gouvernement décidera au moment venu de l'option qui sera la meilleure », a indiqué l'administrateur général de Congo Télécom. Soulignant l'importance de cette interconnexion, M. Akouala a affirmé que les Congolais pourront, à la fin des travaux, communiquer en liaison directe avec les pays voisins (Gabon, RDC, Cameroun...), sans transiter par un intermédiaire comme cela se fait actuellement.

Lancé en 2012, le projet Cab est une initiative de la Banque mon-

diale (BM), cofinancé avec le gouvernement à hauteur de 30 millions de dollars. À travers ce projet, la BM vise à mettre en place un réseau à haut débit et d'interconnexion pour tous les pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

« Ce projet épouse fortement l'ambition du gouvernement congolais de faire des technologies de l'information le moteur de la croissance de notre pays dans les prochaines années. Ce véritable « pétrole » du 21^e siècle va contribuer à l'accélération de cette croissance, en la dotant d'un levier qui lui manquait », a déclaré le ministre des Postes et Télécommunication, lors du lancement de ce projet.

Lopelle Mboussa Gassia

GESTION DES EAUX TRANSFRONTALIÈRES

Le cadre juridique a été validé

Les organisations des bassins d'Afrique de l'Ouest et du centre se sont réunies les 13 et 14 juin à Brazzaville.

« La réunion a pour but de préparer un document qui servira de cadre de référence devant guider tous les organismes d'Afrique de l'Est, de l'Ouest, du centre et d'Afrique australe dans les années à venir », a souligné le secrétaire général de la Cicos, Simon Sakibédé.

Cette réunion technique, initiée par la Commission internationale du bassin du Congo-Oubangui-Sangha (Cicos), a regroupé les organismes du bassin d'Afrique de l'Ouest et les bassins d'Afrique centrale, la Cicos et celui du lac

Tchad (CBLT). Deux jours durant, les experts venus de plusieurs pays d'Afrique et les partenaires ont travaillé à la préparation d'un cadre juridique de coopération entre ces organismes. À terme, une approche commune pour la gestion efficiente des eaux transfrontalières en Afrique.

Le document élaboré permettra aux organismes impliqués de réguler la gestion durable des eaux transfrontalières et de prévenir d'éventuels conflits nés de l'utilisation de l'eau, devenue source de rivalités dans le monde.

Au cours de cette réunion de concertation présidée par le président du comité des ministres de

la Cicos, Henri Ossébi, il a été aussi annoncé le démarrage du projet Sitwa. Financé par l'Union européenne, ce projet nourrit un seul objectif global : renforcer la coopération régionale aux plans politique et économique pour la gestion durable des ressources en eau transfrontalière en Afrique. Une autre manière de contribuer à la quiétude, la sécurité et la stabilité au sein du continent.

Rappelons que le continent africain regorge le plus grand nombre de bassins fluviaux transfrontaliers, couvrant au total 64% de la superficie de l'Afrique, et contient plus de 93% de ses ressources en eau de surface.

Firmin Oyé

SANTÉ PUBLIQUE

Des stratégies pour lutter contre la rage

Les discussions ont eu lieu le 12 juin à Brazzaville, à l'occasion du séminaire national sur le contrôle et la prévention de la rage, initié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et de l'élevage.

Ce séminaire, qui a réuni les spécialistes venus d'Afrique et d'Europe, a été un moment solennel pour préparer une riposte efficace à la rage au Congo et dans le monde. Deux jours durant, plusieurs thèmes ont été développés par les professionnels de la santé animale et humaine, de l'environnement et de la faune.

À partir des exposés, les participants ont dressé l'état des lieux de la maladie et exploré des pistes de collaboration, en vue d'améliorer de façon efficace, les échanges ainsi que les capacités des acteurs, dans le diagnostic, la surveillance, la prévention, l'enseignement et la recherche sur la rage. Ce séminaire atelier visait surtout l'appui à l'élaboration d'une stratégie efficiente de lutte contre ladite maladie, tant au plan national que régional. Pour les participants, il s'agissait d'acquiescer une meilleure connaissance des cas de rage animale et humaine, et du risque, par les professionnels de la santé, les services vétérinaires et les

personnes à risque.

Par ailleurs, pour parvenir à des résultats satisfaisants, la FAO a prévu courant 2013, d'organiser, avec l'aide de son centre de référence pour la rage, une session de formation axée sur le diagnostic de la rage en laboratoire. Ces travaux permettront aux participants d'échanger et de partager les informations, les pratiques et les opportunités sur la lutte contre la rage.

Le représentant de la FAO au Congo, Dieudonné Koguiyagda, qui a présidé les travaux, a réitéré le soutien de son institution pour lutter contre cette maladie d'origine animale.

F.O.

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Le code des marchés publics désormais disponible à la grande bibliothèque

Le directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP), David-Martin Obami, a remis le 14 juin, des exemplaires de ce document au recteur de l'établissement, Armand Moyikoua.



David Martin Obami remettant un échantillon à Armand Moyikoua (à gauche)

Le fonds documentaire de la grande bibliothèque universitaire de l'université Marien-Ngouabi vient de s'enrichir avec le nouveau code des marchés publics et ses textes d'application. Ce document, préfacé par le président de la République, a été élaboré avec la collaboration des partenaires au développement.

« Ce fonds documentaire est encore assez faible, avec seulement environ quinze mille ouvrages. Il doit être renfloué, et je crois que votre don a contribué effectivement à renflouer cette bibliothèque. J'espère que votre générosité ne va pas s'arrêter là, vous allez peut-être nous fournir d'autres documents en ce qui concerne le domaine particulier, mais sensible des marchés publics », a déclaré le professeur Armand Moyikoua, reconnaissant le caractère spécifique de ce don.

Selon lui, la bibliothèque étant un des centres du savoir, les chercheurs pourront désormais trouver un document nécessaire réglementant les marchés publics au Congo. « Nous fonctionnons effectivement sur des bases documentaires bien écrites, bien rédigées et sur lesquelles nous devons désormais nous appuyer parce que la donne en ce qui concerne la gestion des affaires de l'État doit changer et doit s'appuyer sur des textes suffisamment précis », a conclu le recteur.

Justifiant la nature de son geste, le directeur général de l'ARMP a souhaité que ce don soit le début d'un partenariat entre son institution et l'université Marien-Ngouabi. « Nous voulons à partir d'aujourd'hui, sceller cette coopération avec l'université Marien-Ngouabi pour permettre aux étudiants chercheurs, à tous ceux qui veulent savoir le cadre réglementaire dans lequel les marchés publics sont passés au Congo, de consulter ce document dans cette bibliothèque. Nous nous sommes rendu compte que depuis un certain temps, des travaux de recherche se font sur les marchés publics », a indiqué David-Martin Obami, précisant qu'il avait fait ce geste dans l'intérêt de l'université et du pays.

Parfait-Wilfried Douniama

IN MEMORIAM

Le temps qui passe ne peut effacer ni la douleur ni le souvenir d'un être cher.
18 juin 2012-18 juin 2013
voici un (1) an qu'il a plu au seigneur de rappeler à lui son serviteur, mon très cher époux, père, Vincent Mouanga dans sa 18^e année. En cette date commémorative, la veuve Joséphine Mouanga et les enfants Mouanga prient ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour le repos de son âme. Une messe d'action de grâce sera dite en sa mémoire en l'église Trinité de Kinsoundi Barrage ce 18 juin à 6 heures.



VIE ASSOCIATIVE

L'Acap célèbre le 49^e mois et la Journée nationale de l'amitié

Débutée le 23 mai dans plusieurs arrondissements de Brazzaville, la causerie-débat sur « Les Nations unies face aux conflits en Afrique » s'est poursuivie le 13 juin à Poto-Poto.

Organisée par l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (Acap) en partenariat avec le Centre d'information des Nations unies (UNIC), la rencontre a pour but de débattre du rôle des Nations unies dans les différents conflits que connaissent l'Afrique

et le monde. Dans son exposé, le responsable de l'UNIC, Prosper Miyindou Ngoma, a d'abord situé l'origine des conflits qui, d'après lui, ont plusieurs causes parmi lesquelles la pauvreté, la tendance à vouloir s'accaparer de l'appareil de l'État et des richesses d'une entité donnée, la mauvaise gouvernance, etc. La nature de ces conflits devient parfois interne en opposant différents groupes d'un même pays. Face à cela, quels sont les outils ou les mécanismes dont l'ONU use pour arrêter ces

conflits ? « Dans le cas de conflits armés, a signifié le conférencier, la mission procède à la mise en place des organes de maintien de la paix, à l'exemple de la Monusco en RDC. Voilà autant d'instruments dont dispose l'ONU pour maintenir la paix dans les pays en conflit », a-t-il poursuivi. « Cependant, a précisé l'orateur, on ne fait pas la paix si les acteurs eux-mêmes n'en veulent pas. C'est ce qui justifie parfois le discrédit qu'on jette sur cette organisa-

tion internationale sous prétexte qu'elle est incapable d'assurer son rôle de maintien de la paix. » Certes, l'ONU a des faiblesses mais celles-ci ne sont en réalité que les faiblesses des États qui la composent. « Ce sont les États qui font l'ONU », a-t-il conclu. Enfin, prenant la parole à son tour, le président de l'Acap, Vital Balla, a reconnu que les Nations unies étaient de beaucoup pour la sécurité, la paix et le développement en Afrique. « Nous-mêmes, messagers de paix de

cette instance, avons porté haut le drapeau des Nations unies dans notre continent et à travers le monde, en prenant comme arme majeure le dialogue et la concertation. Messagère des Nations unies pour la paix, notre association a laissé son empreinte partout où elle est passée dans le monde », a affirmé Vital Balla.

Rappelons que les festivités marquant la célébration du 49^e mois et de la Journée nationale de l'amitié se clôtureront le 19 juin.

Jean-Jacques Koumbemba



Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

2 cadres Automaticiens

1 cadre Hygiène Sécurité Environnement (HSE)

Ces postes évolutifs et nécessitant de bonnes capacités techniques et managériales sont ouverts aux jeunes cadres Congolais de niveau BAC + 4/5, diplômés des Ecoles d'ingénieurs désirant mettre leurs compétences au service des Brasseries du Congo (filiale des groupes Heineken et CFAO) qui offrent de réelles opportunités de carrière.

Les candidatures doivent être adressées à BRASCO Brazzaville, BP 105 Tél. : 22 281 10 71/ 06 667 68 62 et à BRASCO Pointe-Noire, BP 1147, Tél. : 22 294 02 45/46; 06 673 80 80. BrascoDRH@Heineken.com.

BUROTOP IRIS

Intégrateur de Solution



DATACENTER

- ➔ Achivage et Sauvegarde
- ➔ Stockage de données
- ➔ Virtualisation

BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60
POINTE NOIRE : Rond point Kassai,
Avenue Moe Katt Matou
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
Commune de Gombé
Tél : +243 992 884 888
République Démocratique du Congo



EMC²




BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com



Assurances et
Réassurances du
Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE
1973 - 2013



40 ans d'Assurance
d'Expérience
d'Investissements
dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67

www.arc-congo.cg

Entreprise régie par le code CIMA



Annnonce pour Comptable « Achat fournisseurs » basé à Brazzaville
Kouilou Assistance Conseils Congo (KACC) recherche pour AERCO Brazzaville, son
« Comptable Achats fournisseurs »

Sous la responsabilité du Chef comptable, au sein de la Direction Administrative et Financière, vous assurez la comptabilisation des factures d'achats de biens et de services ainsi que celle des immobilisations, dans le respect des règles des plans comptables de comptabilité générale, analytique et budgétaire. Vous prenez aussi en charge la préparation des règlements de factures fournisseurs correspondants.

Vous devrez donc :

- Assurer l'exhaustivité de la comptabilisation des achats
- Veiller au respect de la législation en matière de récupération de la TVA

Vos missions se déclineront comme suit :

- Enregistrer les factures des fournisseurs ;
- Vérifier l'exhaustivité du respect de la procédure des différentes pièces justificatives obligatoires devant accompagner les factures ;
- Préparer les dossiers de paiement des fournisseurs ;
- Enregistrer les règlements des factures des fournisseurs ;
- Lettre les comptes fournisseurs ;
- Assurer le classement des pièces comptables.

Congolais(e), diplômé(e) de l'enseignement supérieur avec une spécialisation en Comptabilité/Finances, vous connaissez parfaitement les outils informatiques (bureautique, Internet,...). Après une expérience significative dans un poste équivalent, vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans un environnement dynamique, au sein duquel vos qualités et atouts pourront être valorisés.

Vous êtes disponible, rigoureux(se), doté(e) d'une grande probité morale, curieux(se) et intéressé(e) par le domaine aéronautique. Attaché(e) au respect des procédures et des objectifs, soucieux(se) de la confidentialité, capable d'analyse et de synthèse : vous êtes celui ou celle que nous cherchons !

Envoyez votre candidature, uniquement par mail (CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf), sous la réf n° ONEMO/CACF/2013/AERCO, à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, avant le 28 juin 2013

Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus.



Annnonce pour Comptable « Ventes- Clients » basé à Brazzaville
Kouilou Assistance Conseils Congo (KACC) recherche pour AERCO Brazzaville, son
« Comptable Ventes Clients »

Sous la responsabilité du Responsable Facturation, au sein de la Direction Administrative et Financière, vous assurez l'ensemble de la facturation clients portant sur les redevances Aéronautiques et Extra-Aéronautiques, dans le strict respect de l'utilisation des logiciels mis en œuvre et des procédures d'exploitation des informations de gestion aéronautiques associées.

Votre objectif : assurer la production de la totalité de la facturation des Ventes, de l'ensemble des redevances facturées en différé, pour les trois aéroports concédés (BZV, PNR, OLL)

Vos missions se déclineront comme suit :

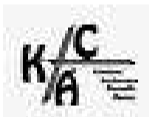
- Procéder à la facturation des redevances dans les différents « menus » existants dans le logiciel de facturation AIRPORT par types de prestations vendues dans les délais impartis ;
- Récupérer et contrôler les informations de base nécessaires à cette activité ;
- Assurer le classement des pièces comptables et des justificatifs correspondants ;
- S'assurer de l'expédition et de la transmission des factures et justificatifs pour chaque client.

Congolais(e), diplômé(e) de l'enseignement supérieur avec une spécialisation en Comptabilité/Finances, vous connaissez parfaitement les outils informatiques (bureautique, Internet,...). Après une expérience significative dans un poste équivalent, vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans un environnement dynamique, au sein duquel vos qualités et atouts pourront être valorisés.

Vous êtes disponible, rigoureux(se), doté(e) d'une grande probité morale, curieux(se) et intéressé(e) par le domaine aéronautique. Attaché(e) au respect des procédures et des objectifs, soucieux(se) de la confidentialité, capable d'analyse et de synthèse : vous êtes celui ou celle que nous cherchons !

Envoyez votre candidature, uniquement par mail (CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf), sous la réf n° ONEMO/CAVC/2013/AERCO, à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, avant le 28 juin 2013

Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus.



Annnonce pour Responsable Comptabilité Analytique et Budget AERCO
Kouilou Assistance Conseils Congo (KACC) recherche pour AERCO Brazzaville son
« Responsable Comptabilité Analytique et Budget »

Sous la responsabilité directe du Directeur Financier, vous assurez l'animation et le pilotage du système d'information budgétaire et analytique dans le cadre des objectifs de gestion fixés par la Direction Générale.

En liaison avec les différentes directions concernées, vous devrez :

- Contribuer à l'élaboration du budget et contrôler son exécution conformément aux orientations de la Direction Générale ;
- Contribuer à l'élaboration d'une partie des prévisions financières à long terme
- Suivre les budgets par item du programme d'investissement pluriannuel;
- Mettre en place et suivi quotidien de la comptabilité analytique ;
- Elaborer le tableau de bord de la Direction Générale et contribuer à l'élaboration des tableaux des directions opérationnelles ;
- Participer à la préparation des dossiers de financement auprès des différents bailleurs de fonds ou banques locales ;
- Mettre en place et suivre la procédure de déclaration de sinistre auprès des compagnies d'assurance globale dommage et responsabilité exploitant aéroport

Congolais, de formation supérieure (BAC +

5) en Contrôle de Gestion / Gestion / Finances, vous connaissez parfaitement les outils informatiques (bureautique, Internet, ...). Après 5 années d'expérience à un poste similaire, vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans un environnement dynamique, au sein duquel vos qualités et atouts seront valorisés.

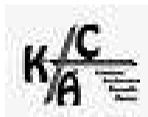
Vous êtes disponible, rigoureux, doté d'une grande probité morale, curieux et intéressé par le domaine aéronautique.

Vous avez le sens des responsabilités, de l'organisation, associé à un esprit d'analyse et de synthèse.

Vous avez envie d'être une véritable force de proposition dans une organisation à l'écoute : vous êtes celui que nous cherchons !

Envoyez votre candidature, uniquement par mail (CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf), sous la réf n° ONEMO/RCAB/2013/AERCO, à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, avant le 28 juin 2013

Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus.



Recherche pour AERCO Pointe Noire son
« Responsable Administratif et Comptable »

Au plan local, vous serez directement placé sous la responsabilité du Directeur de l'Aéroport de Pointe-Noire, et, avec le concours d'une petite équipe composée d'assistantes et de comptables, vous assurez l'organisation, le suivi et la réalisation de l'ensemble des activités administratives, comptables, sociales et de trésorerie en temps réel de l'établissement et êtes amené à seconder le Directeur en son absence dans ce domaine.

Au niveau du siège de la société, basé à Brazzaville, vous serez également placé sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier d'AERCO pour la production de l'ensemble des informations comptables, fiscales et sociales, dans le respect des procédures de gestion et informatiques, en vigueur au sein de l'entreprise.

En liaison avec les différents interlocuteurs de la Direction de l'Aéroport de Pointe-Noire, vous devrez :

- Organiser et valider l'ensemble du traitement du courrier (arrivées /départs) ;
- Préparer l'ensemble des supports mensuels à faire valider par le Directeur pour le traitement de la paye ;
- Vérifier au quotidien l'ensemble des opérations de facturation aéronautiques au comptant, ainsi que la comptabilisation des recettes correspondantes ;
- Certifier les opérations de caisse et présenter la situation journalière au Directeur de l'Aéroport en fin de journée ;
- Recouvrer les créances auprès des clients installés sur l'aéroport et les renseigner valablement sur les services qui leurs sont facturés, ainsi que sur l'évolution de leurs conventions d'AOT (Autorisation d'Occupation Temporaire) en cours d'exécution ;
- Représenter l'entreprise à l'occasion des contrôles

sociaux (ONEMO, Direction Départementale du Travail) et tenir tous les registres légaux concernant le personnel à jour ;

- Garantir la gestion de l'ensemble des dossiers administratifs du personnel ;
- Servir de liaison entre le Directeur et les Délégués du Personnel de l'aéroport.

Congolais, vous exprimant couramment en français et anglais (oral et écrit), de formation supérieure (BAC + 2 minimum à 5) en gestion /comptabilité/ finances, vous avez déjà tenu un poste similaire durant au moins deux années avec une expérience réussie dans le domaine du management et la maîtrise des outils informatiques.

Doté d'une aisance relationnelle naturelle vous permettant de faire face à l'ensemble de ces situations, vous ne craignez pas de devoir insister auprès de vos interlocuteurs pour arriver au résultat fixé, ni de consacrer le temps nécessaire pour y parvenir.

Vous savez prendre des initiatives et anticiper si nécessaire et mener une équipe, tout en respectant les procédures. Vos principales qualités morales vous permettent d'accepter de vraies responsabilités et d'être associé à la marche de cette entreprise à vocation internationale.

Envoyez votre candidature, uniquement par mail (CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf), sous la réf n° ONEMO/RAF PNR/2013/AERCO, à l'adresse suivante kacc.carriere@yattoo.com, avant le 28 juin 2013

NB : Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus.



PLUS QU'UN NUMÉRO, UN SERVICE

POURQUOI APPELER LE 5050

Besoin d'un renseignement ? Une suggestion pour améliorer les services dans le secteur de la Poste et des Communications Electroniques? Un souci de réseau téléphonique non résolu? Une connexion internet instable ? Des colis égarés sans aucune suite ?

Appelez gratuitement le Centre d'écoute du Consommateur de l'ARPCE au 5050, à partir de tous les réseaux téléphoniques (MTN, Airtel, Warid et Azur) pour :

- ◆ Connaître vos droits en tant que consommateurs des services Postaux et des Communications Electroniques
- ◆ Trouver des solutions en cas de différend non résolu avec votre Opérateur
- ◆ Faire connaître vos suggestions afin d'améliorer les services Postaux et des Communications Electroniques

Le Centre d'écoute du Consommateur de l'ARPCE, le partenaire sûr :

- ◆ abonnés de téléphonie mobile ou fixe
- ◆ clients des Opérateurs postaux
- ◆ clients des fournisseurs d'accès Internet
- ◆ associations de défense des consommateurs.

Durée maximale de traitement des réclamations : un mois !

En cas de différend non résolu avec un Opérateur postal ou de Communications Electroniques (téléphonie fixe, mobile ou fournisseur d'accès Internet):

1. Contactez au préalable votre Opérateur pour un règlement à l'amiable
2. Si le différend n'est pas résolu, contactez alors gratuitement le Centre d'écoute des Consommateurs de l'ARPCE au 50 50

Pour nous aider à traiter votre plainte ...
Faites suivre votre appel téléphonique d'un courrier électronique ou physique relatant votre plainte, accompagné des éléments justificatifs de votre plainte.

- ◆ **Brazzaville** Immeuble Monte Cristo Rond - point de la Gare centrale BP.: 2490 - Centre - ville Brazzaville République. du Congo Tél. (242) 05 510 72 72 Site Internet : www.arpce.cg
- ◆ **Pointe-Noire** 64 Avenue Charles de Gaulle. Centre-Ville Tél. 222 94 50 76
- ◆ **Dolisie** Avenue de la Gare Immeuble des Impôts Centre-Ville Tél. 01 110 00 01
- ◆ **Ouessou** Immeuble Koumous Avenue Marien Nguouabi Tél. 06 952 51 45

Email : consommateurs@arpce.cg

**Le 5050, plus qu'un numéro,
un service !**



Agence de Régulation des Postes et des Communications Electroniques

PORTS ET TRANSPORTS FLUVIAUX

Des échanges sur le plan de formation 2013

Les 12 et 13 juin, Déocard Mugangu Bisimwa, directeur du Centre régional de formation en navigation intérieure (CRFNI), a effectué une descente à Brazzaville pour échanger avec les ayants droit du Centre sur le lancement imminent d'une session de formation pour la filière « capitaine, mécanicien navale et matelot » qui s'ouvrira le 9 septembre à Kinshasa.

Près d'une dizaine de cadres du Port autonome de Brazzaville et de ports secondaires (PABPS) pour le premier jour et une dizaine de responsables des armateurs et navigateurs pour le deuxième jour, regroupés au sein de l'Association des canotiers et armateurs des transports fluviaux (Acatef) et de l'Association des navigateurs unis du Congo (Anuc), étaient à la fois heureux et surpris de recevoir pour la première fois le directeur de cette institution sous-régionale à Brazzaville.

À travers ses exposés, le directeur du CRFNI a présenté les différents programmes de formation tout en rappelant l'histoire de ce Centre. « Sa justification est démontrée par la pertinence et l'urgence des actions de formation notamment en vue de promouvoir le transport par voie d'eau intérieure, dont l'exploitation de la navigation sur le bassin du Congo connaît un déficit de rendement à cause de la recrudescence des accidents de navigation consécutifs, entre autres, au taux très élevé de navigateurs formés sur le tas, au vieillissement du personnel navigant et à l'insuffisance de formation du personnel administratif en charge de la gestion du secteur », a précisé Déocard Mugangu Bisimwa.

Les ayants droit ont saisi l'occasion de cette rencontre pour dénoncer devant le directeur du CRFNI le coût prohibitif du loge-

ment à Kinshasa. Déocard Mugangu Bisimwa en a pris acte et a promis de donner une réponse à la doléance formulée par ses interlocuteurs, évoquant la construction si possible d'un logement avant la fin de cette année par les partenaires de la Commission internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos) qui est la promotrice de cette école. Par son implication sur le terrain, le CRFNI Cicos est une institution qui se veut de former un personnel qualifié, capable de répondre aux qualités de capitaine, aux exigences de plus en plus rigoureuses du métier de mécanicien naval et de celui de matelot, « eu égard à la modernisation des matériels, à l'emploi des systèmes toujours plus complexes, à l'usage des nouvelles technologies et aux contraintes liées à l'environnement ».

Toutes les formations dans le domaine du transport par voie d'eau intérieure, offrent de nombreux débouchés. De ce fait, fort de la qualité de leurs formations, de leurs aptitudes et de leurs expériences professionnelles acquises dans la navigation, « le capitaine, le mécanicien naval et le matelot barreur lorsqu'ils se reconvertissent à la sédentarité, peuvent utiliser cet indispensable levier pour une carrière évolutive », a poursuivi Déocard Mugangu Bisimwa. Par ailleurs, le CRFNI dispense des formations continues et initiales, pour cette année, le programme de formation pour la filière capitaine (trois ans), de la mécanique navale (trois ans également), et de matelot (quatre mois).

Signalons que la dernière formation du personnel congolais en matière de navigation fluviale remonte à 1989, du temps de l'Agence transcongolaise de communication.

Guillaume Ondzé

PÉTROLE

Le nouveau président de l'Appa défend les intérêts des pays membres

L'actuel président de l'Association des pays producteurs de pétrole d'Afrique (Appa), Gabriel Mbenga Obiang Lima, a assuré veiller aux contrats signés entre les États membres (Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Nigéria...) et les investisseurs. L'objectif est de permettre aux pays producteurs de bénéficier de leurs ressources naturelles.

Le patron de l'Appa a livré ses intentions, le 14 juin à Brazzaville, au cours d'un point de presse à l'occasion de sa première sortie de travail. « Le pétrole est une ressource très convoitée, c'est pourquoi nous devons tout faire pour nous assurer que nous bénéficions des contrats que nous avons signés dans différents pays. L'Appa aura un grand rôle à jouer afin de s'assurer que le dé-

veloppement de l'Afrique est sérieusement pris en compte », a-t-il déclaré. Au regard de l'actuelle crise financière internationale, Gabriel Mbenga Obiang Lima a conseillé à ses membres de veiller à leurs ressources et de s'en servir pour leur développement : « La solution à la crise financière internationale réside certainement en Afrique. Et j'ai assisté aux changements que peut provoquer le pétrole dans un pays. » À travers ces objectifs, le président de l'Appa compte poursuivre les initiatives adoptées d'un commun accord par les pays membres en vue du bon fonctionnement de l'association durant son exercice.

Prélude à la conférence de presse, Gabriel Mbenga Obiang Lima a conféré avec le ministre congolais des Hydrocarbures, André Raphaël

Louemba. Leur entretien a porté essentiellement sur la coopération entre les pays membres de l'Appa, telle que définie depuis son origine. La mise en œuvre des recommandations prises lors du conseil des ministres des pays membres tenu en mars à Libreville (Gabon) a été également abordée. Au nombre de ces recommandations figurent, entre autres, le contenu local, l'amélioration des ressources humaines et les questions liées à l'environnement. « J'ai été heureux de constater que le président de l'Appa envisage de tout faire pour l'aboutissement des recommandations. Cela est important non seulement pour l'Appa, mais également pour l'Afrique tout entière », a souligné Raphaël Louemba.

Lopelle Mboussa-Gassia

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

La question du visa freine la croissance économique en Afrique

Si l'obtention par un Africain d'un visa pour l'Occident est de plus en plus difficile, il n'est pas plus aisé pour lui de se rendre d'un pays africain à un autre.

La Banque africaine de développement (BAD) a porté à la connaissance des États africains le risque que ce document fait peser sur le développement du continent en raison des contraintes imposées pour son obtention.

Les experts de la BAD soulignent des conséquences socioéconomiques insoupçonnées, notamment sur la croissance économique dans le continent. La cause serait « le temps perdu en démarches administratives et les frais que cela implique », un frein aux échanges commerciaux, d'après eux.

Citant le vice-président de la BAD, Mthuli Ncube, on peut lire sur le site spécialisé How me made que « L'Afrique est l'une des régions du monde avec le plus fort taux de demandes de visas ». Ce qui aurait des conséquences négatives sur l'économie et ralentirait fortement le tourisme et l'éducation. Relayé par Slate Afrique, un expert de la BAD met au cœur de l'intégration régionale le mouvement des talents et des personnes. 25% du commerce serait informel en Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest, selon lui. Il pense que s'il n'y avait pas d'obligation de visa, ce secteur aurait connu une croissance plus forte.

Cette vision serait soutenue par les

experts de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui expliquent que 80% des demandes de visa effectuées par les Africains se font en réalité pour pouvoir voyager dans les pays africains, et beaucoup moins vers l'Europe ou l'Amérique du Nord. Citant le Rwanda pour ses contrôles biométriques aux frontières, certains économistes soutiennent que la suppression ou la réduction des procédures inutiles serait des solutions envisageables. Le Rwanda aurait augmenté ses échanges avec les autres pays africains de 50% en 2012 grâce à la suppression des visas, peut-on lire sur le site.

Noël Ndong

CÉMAC

200 millions USD pour la création d'un fonds d'emplois des jeunes

La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) a décidé, au cours d'une conférence des chefs d'État tenue vendredi à Libreville, de mettre en place un Fonds de 200 millions USD destiné exclusivement à la création d'emplois de jeunes, a annoncé le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, dimanche à Libreville, dans son discours de clôture de la 2^e édition du New York Forum Africa.

Ce Fonds, dénommé *Train My Generation*, sera financé à hauteur de 50

millions de dollars US par les États de la Cémac, alors que les ressources additionnelles seront levées auprès du secteur privé africain et international, des institutions financières et des marchés financiers internationaux.

Cette initiative, qui a été motivée par le taux jugé élevé du chômage des jeunes en zone Cémac, vise notamment à créer des écoles professionnelles et à former à court terme des jeunes dans les métiers de l'agriculture, du tourisme et des services. Il s'agit en somme de tout mettre en œuvre

pour améliorer l'employabilité des jeunes. Le président gabonais a précisé que la traçabilité des dépenses de ce Fonds sera garantie par de grands groupes d'audit internationaux conformément aux règles de bonne gouvernance. « Cette initiative sera présentée au prochain Sommet du G8 en Angleterre afin de démontrer que l'Afrique en général et la Cémac en particulier sont déterminées à prioriser l'emploi des jeunes », a souligné Ali Bongo Ondimba.

Xinhua



TerraTech
Le monde de l'informatique



1 AN
GARANTIE 1 AN

Acer Aspire E1-531
Intel® B960 Processeur 2.2GHz
Ecran HD Led 15.6
2GB DDR3 Memoire
500GB Disque Dur
6-Cell Li-ion Battery







296.000 TTC

Avenue Alphonse Fondere – Immeuble C.N.S.S
Rond Point City – Rez-Chaussée. Congo-Brazzaville
Tel: 00242 06 8813434 – 00242 053813434
Email: info@terratech-cg.com



Annonce : Responsable Solution logistiques BZV
« Kouilou Assistance Conseils Congo (KACC)
recherche pour son client, dans le transit, un
Manager Solutions Logistiques « Maritimes et Aériennes »

Au sein de l'Agence de Brazzaville, vous serez chargé, pour la partie opérationnelle des secteurs Maritimes et Aériens, de :

- Organiser et coordonner l'activité des départements maritimes et aériens,
- Manager les équipes opérationnelles, renforcer et développer leurs compétences,
- Gérer la relation client complète
- Conduire les négociations tarifaires de l'ouverture du dossier au paiement de la prestation, dans le respect des procédures et standards du groupe (ouverture dossier, suivi avec les douanes, livraison, facturation, recouvrement si besoin)
- Représenter les intérêts du groupe et du client dans le suivi et la gestion des dossiers, par un contrôle du risque optimisé.
- Renforcer la qualité du service rendu, et la performance des équipes,
- contrôler la facturation
- optimiser les relations et flux avec les autorités douanières,
- Assurer le reporting auprès du Directeur d'Agence de Brazzaville

Nous recherchons un candidat congolais, de formation supérieure qui justifie d'une expérience de management d'équipe « solution logistique » réussie de 5 à 10 ans. Manager leader, intègre, bon gestionnaire, organisé et rigoureux, il connaît parfaitement l'environnement douanier du pays et sait résister à la pression tant interne d'externe. Nous cherchons un expert des techniques de transit, soucieux du contrôle des risques et de la satisfaction du client, développant de grandes qualités relationnelles.

Envoyez votre candidature
(CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf),
uniquement par mail sous la réf n° Web MSLbz/20 juin/2013/ABL,
à l'adresse suivante kacc.carriere@yatoo.com, avant le 25 juin 2013

Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus. »



Annonce : Responsable Solution logistiques BZV
« Kouilou Assistance Conseils Congo (KACC)
recherche pour son client, dans le transit, un
Responsable Solutions Logistiques « Maritimes »

Au sein de l'Agence de Brazzaville, vous serez chargé, pour la partie opérationnelle des secteurs Maritimes de :

- Organiser l'activité du département,
- Manager l'équipe opérationnelle, renforcer et développer ses compétences,
- Gérer la relation client complète (hors négociation tarifaire), de l'ouverture du dossier au paiement de la prestation, dans le respect des procédures et standards du groupe (ouverture dossier, suivi avec les douanes, livraison, facturation, recouvrement si besoin)
- Savoir représenter les intérêts du groupe et du client dans le suivi et la gestion des dossiers, par un contrôle du risque optimisé.
- Renforcer la qualité du service rendu, et la performance des équipes,
- Vérifier et mettre à jour la facturation
- Assurer le reporting auprès du directeur Manager Solutions logistiques

Nous recherchons un candidat congolais, de formation supérieure qui justifie d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans le domaine. Intègre, bon gestionnaire, organisé rigoureux, il connaît parfaitement l'environnement douanier du pays et sait résister à la pression tant interne d'externe. Nous cherchons un expert des techniques de transit, soucieux du contrôle des risques et de la satisfaction du client, développant de grandes qualités relationnelles et managériales.

Envoyez votre candidature
(CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf),
uniquement par mail sous la réf n° Web/RSLM/2013/ABL,
à l'adresse suivante kacc.carriere@yatoo.com, avant le 25 juin 2013

Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus. »



« Kouilou Assistance Conseils Congo (KACC) recherche pour son client, important groupe mondial dans le transit, son
Responsable Solutions Logistiques « Maritime »

Au sein de la direction Transit (Solutions logistiques), basé à Pointe Noire, vous serez chargé, pour la partie opérationnelle du secteur Maritime de :

- Organiser l'activité du département,
- Manager l'équipe opérationnelle, renforcer et développer ses compétences,
- Gérer la relation client complète (hors négociation tarifaire), de l'ouverture du dossier au paiement de la prestation, dans le respect des procédures et standards du groupe (ouverture dossier, suivi avec les douanes, livraison, facturation, recouvrement si besoin)
- Savoir représenter les intérêts du groupe et du client dans le suivi et la gestion des dossiers, par un contrôle du risque optimisé.
- Renforcer la qualité du service rendu, et la performance des équipes,
- Vérifier et mettre à jour la facturation
- Assurer le reporting auprès du directeur Transit

Nous recherchons un candidat congolais, de formation supérieure qui justifie d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans le domaine. Intègre, bon gestionnaire, organisé rigoureux, il connaît parfaitement l'environnement douanier du pays et sait résister à la pression tant interne d'externe. Nous cherchons un expert des techniques de transit, soucieux du contrôle des risques et de la satisfaction du client, développant de grandes qualités relationnelles et managériales.

Envoyez votre candidature
(CV avec photo + lettre de motivation, et copie certifiée des diplômes, en pdf),
uniquement par mail sous la réf n° PE/RSLM/2013/ABL,
à l'adresse suivante kacc.carriere@yatoo.com, avant le 25 juin 2013

Les candidatures incomplètes ou transmises par un autre canal que le mail, seront automatiquement écartées du processus. »

Appel à Projet pour la création du Centre Médical Interprofessionnel de l'Aéroport de Brazzaville

Dans le cadre de leur développement commercial, les Aéroports du Congo lancent un appel à projet pour la mise en place d'un Centre Médical Interprofessionnel dans l'aérogare de Brazzaville Maya-Maya.

Son activité répondra aux principes directeurs suivants :

- disposer d'une offre de santé sur site pour les passagers, leurs accompagnants et les salariés des entreprises intervenant dans l'Aéroport ;
 - contribuer aux plans de secours dans le cadre du plan d'urgence de l'Aéroport ;
 - disposer d'une capacité sécurisée de transit des patients pour les évacuations sanitaires (EVASAN) ;
 - renforcer l'attractivité de l'Aéroport de Brazzaville Maya-Maya auprès des compagnies aériennes intéressées à desservir cette destination.
- Les missions prioritaires du centre médical sont:
- le soin de premiers secours (y compris les problèmes cardiovasculaires) pour les passagers, leurs accompagnants et les travailleurs de la zone aéroportuaire ;
 - la disponibilité d'une offre de santé de proximité pour les personnes travaillant à l'aéroport ;
 - le support médical dans le cadre du plan d'urgence.

Sa zone d'implantation sera dans l'aérogare de Brazzaville Maya-Maya.

Condition de retrait du dossier :

Les entreprises intéressées sont invitées à venir retirer le dossier de consultation entre le lundi 17 juin et le vendredi 28 juin 2013 au siège social d'AERCO sis dans la Nouvelle Aérogare de Brazzaville Maya-Maya (contact au 06.909.25.25).

Les conditions de retrait sont le versement d'une caution de 2 000 000 F CFA qui sera remboursée en cas de remise du dossier projet complet avant la date indiquée.

Date et limite de dépôt des dossiers de candidature :

Les candidats devront faire parvenir leur proposition à AERCO au plus tard le 26 juillet 2013.

Toutes les questions devront parvenir à AERCO avant le 12 juillet 2013.

CÉRAMIQUE

Un art mal connu des Congolais

Nombreux sont ceux qui confondent céramique et poterie. Ces deux arts certes se complètent, mais différent par leur finition.

La céramique est l'art de façonner l'argile et d'en fixer les formes par la cuisson.

Sa fabrication obéit à un procédé qu'on appelle tournage. Ce dernier permet aux pots et assiettes de prendre une forme quelconque en terre cuite, en la valorisant par la décoration tout en appliquant les couleurs que les céramistes achètent au prix fort en Europe.

Les céramistes préparent les glaçures à partir d'oxydes métalliques. Les pièces émaillées obtenues après cuisson deviennent dures, solides et inaltérables. Elles sont vendues en magasin. La poterie est plus limitée dans la confection des récipients. « Chez les potiers, il n'existe pas de pièces émaillées où vendues en magasin. Leur travail se limite à la fabrication de pots », a indiqué le céramiste Abel Omer Malonga, enseignant d'art.

Ces objets, décorés d'une manière artistique, sont des pièces recherchées en Europe. Le travail se fait de façon artisanale, c'est-à-dire à la main. Abel Omer Malonga conçoit lui-même ses créations : « Je suis arrivé à l'étape semi-industrielle à l'exposition du Salon international des inventions des produits de l'industrie et de l'artisanat. J'ai été lauréat du prix pour le meilleur dessin ou modèle industriel pour avoir exposé des prototypes prêts à être exploités dans les industries céramiques. »

Abel Omer Malonga utilise comme matière de base l'argile de Brazzaville qu'il prend au bord du fleuve Congo, et bien d'autres produits naturels comme le calcaire de la Bouenza et la silice utilisée comme dégraissant : « Le Congo n'a pas encore de porcelaine alors qu'on a de l'argile blanche, nécessaire à sa fabrication. Mais je viens justement de découvrir une société basée au Congo qui peut produire de la porcelaine et de la pegmatite. »

Pur fruit de l'Académie des Beaux-Arts de Brazzaville

Abel, le céramiste, compte produire de la porcelaine congolaise et créer un centre de formation céramique pour encadrer et transmettre aux jeunes le savoir et l'expé-



Abel Omer Malonga

rience acquis chez les Coréens et à l'école, si jamais il est soutenu par le gouvernement congolais. Car, pense-t-il, la céramique est peu connue des Congolais : « Je suis appelé à faire plusieurs exposés pour expliquer aux jeunes l'importance de ce métier noble et le vulgariser. Beaucoup des jeunes ont le sens de la conception, mais ils ne sont pas guidés. »

Signalons qu'Abel Omer Malonga a commencé à toucher à l'argile à l'âge de quatorze ans auprès de son oncle Kimzouzoulo, qui était ingénieur en céramique. Il a reçu une formation secondaire à l'École nationale des Beaux-Arts et s'est spécialisé en céramique. Il est le premier à avoir obtenu le BTS en céramique à l'Académie des Beaux-Arts de Brazzaville en 2008. Après sa formation universitaire, le céramiste a effectué des stages avec des Sud-Coréens au cours d'échanges d'expérience tenus à Brazzaville et se spécialise dans la recherche et la conception des consommables céramiques, notamment les couleurs.

Abel Omer Malonga est détenteur de plusieurs prix qu'il a obtenus entre 2000 et 2013. Il s'agit entre autres du prix d'honneur du salon artisanal, du troisième prix pour la meilleure œuvre représentée au Fespam, du prix d'encouragement au quatorzième sommet de la Francophonie à Kinshasa, du prix d'encouragement japonais pour avoir conçu une pièce sur la paix. Il est par ailleurs lauréat de la deuxième édition du Salon international des inventions des produits de l'industrie et de l'artisanat.

L'artiste participera à une exposition prévue au mois de juillet avec l'Agence nationale de l'artisanat à Brazzaville, ainsi qu'à la foire de Pointe-Noire au mois d'août.

Rosalie Bindika

FESPAM

Émile-Léonard Ognimba : « Je suis fier de votre prestation au théâtre de Soweto »

L'ambassadeur du Congo en Afrique du Sud s'adressait ainsi au ballet national du Congo, lors de la réception qu'il a organisée, dans l'après-midi du 8 juin, en l'honneur du ministre de la Culture et des arts, Jean-Claude Gakosso, à la tête de la délégation congolaise venue au lancement de la neuvième édition du Fespam.

Au cours de cette cérémonie, qui s'est déroulée dans une atmosphère détendue et conviviale, le diplomate congolais a loué la fibre culturelle de Jean-Claude Gakosso qui lui a fait découvrir davantage des lieux inscrits dans la mémoire des Sud-Africains. Il n'a pas manqué de féliciter la prestation du ballet national congolais à la cérémonie de lancement du Fespam. « Je suis fier de votre prestation au théâtre de Soweto. Vous reviendrez danser sur cette terre sud-africaine l'année prochaine », a-t-il promis aux artistes.

Jean-Claude Gakosso a rendu hommage aux différents leaders de la libération de l'Afrique du Sud, comme Steeve Biko, Desmond Tutu, Miriam Makeba,

chanteuse sud-africaine qui avait fait le déplacement de Brazzaville au Fespam 2007, sans oublier Nelson Mandela. Il a en outre souligné que le Congo était très proche de la République sud-africaine, et de l'Afrique australe en général, car c'est à Brazzaville qu'avaient été signés les accords qui ont ou-

réinventer son propre destin, et l'Afrique du Sud en est certainement le porte-étendard, nous le disons avec fierté », a signifié le ministre de la Culture et des arts du Congo.

Il a également reconnu que la fête du lancement était belle grâce à l'implication de l'ambassadeur du



La délégation congolaise chez l'ambassadeur Émile-Léonard Ognimba

vert la voie à la libération des peuples de cette partie du continent sous le président Denis Sassou N'Guesso.

« Nous sommes remplis d'émotion parce que l'Afrique du Sud est une terre de mémoire, d'histoire, d'orgueil. C'est le porte-étendard de l'Afrique de demain, l'Afrique de la renaissance parce que le moment est venu pour notre continent de passer au-devant de la scène et de

Congo en Afrique du Sud et de la communauté congolaise. « Nous pouvons tout perdre sauf la culture. Parce que c'est l'âme pérenne et la chose indépassable de notre être. Notre combat est permanent pour que vive à jamais la culture congolaise, notamment à travers ce festival panafricain », a-t-il conclu.

De notre envoyée spéciale à Pretoria, Désirée-Hermione Ngoma

ASSURANCES GENERALES DU CONGO

A.G.C.S.A.

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

WWW.AGCCONGO.COM

HAKUNA MATATA!

Bientôt

Et si votre Fidélité vous souriait ?

www.flyecair.com ; Relations clients : + 242 06 509 0 509 (Congo)
+ 33 01 78 77 78 77 (France) E- mail: relationclients@flyecair.com

Bienvenue chez vous.

RÉGIDESO

Relecture des contrats du plan d'urgence

Les parties prenantes se sont réunies du 17 au 18 juin au Roméo Golf pour un atelier visant à passer en revue les différentes dispositions avec l'assistance technique de deux consultants étrangers, Daniel Tapin et Charles Tribeshe.

Les experts du secteur de l'eau et ceux du gouvernement s'intéressent à ces contrats signés dans le cadre du plan d'urgence adopté pour redresser la Régie de distribution de l'eau de la RDC (Régideso). Trois dispositifs essentiels forment ce plan. D'abord, le contrat de performance signé en février 2002 par l'État et la Régideso. Ensuite, le contrat de service signé en décembre 2012 par l'État et le regroupement SDE/Finagegestion pour aider la Régideso à atteindre les objectifs de performance. Enfin, le contrat d'audit signé en juin 2012. Selon le Comité de pilotage de la réforme du portefeuille de l'État, l'organisateur de l'atelier, il s'agit d'un contrat très important signé par le gouvernement et le groupement Lahmeyer international GmbH « LI » et Uni conseils en association avec N consulting. « Ce contrat met en place un audit technique et financier pour suivre l'exécution des deux contrats et proposer des réajustements afin de garantir l'atteinte des résultats », a expliqué le secrétaire exécutif adjoint, Alex Nkusu Ndongala.

À ce stade, les parties prenantes ne procèdent pas à l'évaluation des contrats. Cependant, il revient à l'auditeur de se rendre compte de la manière dont sont appliqués ces contrats. « Il peut chercher à savoir comment se comportent les contrats, les indicateurs atteints, les problèmes et pistes de solution ». Pour cet atelier, l'objectif de taille poursuivi est de mettre toutes les parties prenantes ensemble. « La Régideso, le groupement Fina-gestion, l'auditeur technique et financier Lahmeyer ainsi que le comité de suivi qui représente la partie État doivent parler le même langage. C'est juste un atelier de relecture ».

Malgré tout, cette revue a révélé des difficultés et la nécessité d'un recadrage. « Les éléments du calendrier étaient en déphasage et il faut les remettre dans le processus. Il faut mettre en synergie toutes les actions des différents contrats et l'expertise de l'opérateur privé qui a effectivement commencé à travailler chez nous dans le cadre du management à partir du mois de mars », a fait remarquer l'administrateur directeur général de la Régideso, Jacques Mukalayi. Certes, il n'est pas encore question de revoir les dispositions des contrats mais des points ont attiré l'attention des experts. « Il y a des éléments par rapport aux annexes des contrats, notamment les indicateurs par rapport aux centres d'exploitation. Le pays est vaste. Nous éprouvons des difficultés à capter les informations qui viennent de l'intérieur. Nos centres en provinces doivent produire les éléments de leur travail d'exploitation. Bien qu'il y ait Internet et autres technologies, nous n'avons toujours pas ces informations en temps voulu ». Tout cela exige un recadrage pour repartir sur des nouvelles bases. Le décalage des dates dans la signature des contrats n'aide pas aussi à la cohérence des calendriers des différents produits et actions.

Laurent Essolomwa

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

La restructuration de la cellule d'appui de gestion en cours

Depuis un certain temps, les différents programmes et services relevant de ce ministère sont en mutation afin de rendre plus dynamique ses différentes structures.

À la cellule d'appui de gestion du ministère de la Santé publique, sur impulsion du ministre de tutelle, Dr Félix Kabange Numbi, des changements ont été aussi opérés. Soulignons que cette cellule gère les fonds que les partenaires, notamment l'Union européenne, Gavi et le Fonds mondial, allouent au secteur de la santé. Pour voir dans quelle mesure rendre plus dynamique et surtout plus crédible cette structure auprès des partenaires de la santé, Dr Félix Kabange Numbi s'est entretenu le 10 juin dans la soirée en son cabinet de travail avec le gestionnaire programme santé de l'Union européenne, Dr Bart Callewaert. « On a voulu voir dans quelle mesure nous pourrions appuyer le ministre de la Santé publique pour relancer la cellule d'appui de gestion qui vient de subir quelques changements, pour qu'il y ait davantage de crédibilité auprès des bailleurs de fonds, parce que c'est une cellule qui a commencé à gérer de plus en plus les fonds de différents partenaires du ministère de la Santé. Pour ce faire, cette cellule doit faire preuve d'une certaine crédibilité. Il faut alors un certain nombre de mesures pour que cette structure soit relancée », explique-t-il tout en soulignant que le ministre de la Santé publique « est prêt à collaborer avec nous pour chercher des solutions afin de convaincre les partenaires que la cellule est un outil nécessaire pour le ministère de la Santé publique ».

Aline Nzuzi

EST DE LA RDC

L'insécurité gagne du terrain au Katanga

Des sources policières ont indiqué que les assaillants étaient lourdement armés alors que lors de leur attaque du mois de mars sur la ville de Lubumbashi, ils étaient munis essentiellement d'armes blanches.

La récente attaque des Maï Maï Bakata Katanga à Lubumbashi vient de relancer le débat sur la recrudescence de l'insécurité dans cette province hautement stratégique pour l'économie congolaise. Et pour les analystes, il n'y a plus de doute, il s'agit à la fois d'un vaste complot aux élans sécessionnistes soutenus par certains fils du terroir et d'une suite logique de la tentative de déstabiliser la RDC en vue d'accomplir le fameux plan de balkanisation du pays.

La vitesse d'exécution de la milice dirigée par Gédéon Kyungu et la facilité avec laquelle elle occupe le terrain donne matière à réflexion sur l'efficacité des forces de l'ordre et des services de renseignement commis à la sécurité de la province du Katanga. Les révocations et autres mesures prises par l'autorité congolaise devaient permettre aux Katangais de vivre paisiblement à l'abri des attaques devenues intempes-

tives de la bande à Kyungu.

Des ambitions revues

Désormais, les Maï Maï Bakata Katanga se sont dotés d'une puissance capable de faire face aux Forces armées de la RDC et se sont mués du coup en véritable menace pour la sécurité nationale. Des sources policières ont indiqué, à cet effet, que les assaillants étaient lourdement armés alors que lors de leur attaque du mois de mars sur la ville de Lubumbashi, ils étaient munis essentiellement d'armes blanches. Les ambitions ont certainement été revues à la hausse et des moyens conséquents d'y parvenir ont été mis à leur disposition, d'où l'intérêt pour d'aucuns de chercher l'origine du financement de cette milice.

Au regard du comportement des militaires et de leurs nombreuses actions menées dans la province du Katanga, l'on peut facilement deviner que la cible est désormais la capitale cuprifère de la RDC, à savoir la ville de Lubumbashi. Car longtemps resté au nord du pays, ces Maï Maï sortent de plus en plus de leur tanière pour s'aventurer dans le chef-lieu de Lubumbashi où ses confins. Faut-il également faire le lien

avec des attaques qui ont atteint l'aéroport de Luano il y a quelques années ? L'opinion constate simplement que la ville cuprifère connaît un temps mouvementé par des bruits d'armes à feu.

Le vent de l'Est

Un vent chaud souffle sur Lubumbashi et l'heure est au renforcement de la sécurité sur l'ensemble de la province. L'armée à du pain sur la planche et doit se déployer davantage dans cette partie du pays pour éviter à la situation de prendre l'ampleur. Le Katanga n'a besoin que de paix pour contribuer efficacement à l'amélioration des conditions de ses filles et fils et, de surcroît, de tous les Congolais. Cependant, dans les couloirs, l'on continue à privilégier la piste d'une tentative de fragiliser le pouvoir du président Joseph Kabila en s'attaquant à sa province d'origine. Certains leaders de la province du Katanga sont, à cet effet, pointés du doigt comme principaux instigateurs de ce manège des Maï Maï Bakata Katanga. D'autres par contre voient la main des puissances occidentales qui ont décidé de s'attaquer à cette province pour accomplir leur plan de balkanisation de la RDC.

Jules Tambwe Itagali

DROITS DE L'HOMME

Des ONG insistent sur la libération des douze activistes emprisonnés dans le Bandundu

Un appel a été lancé en direction du gouvernement pour la protection du travail des défenseurs des droits de l'homme contre les atteintes des pouvoirs publics.

Le collectif des ONG des droits de l'homme a appelé le gouvernement à protéger le travail des défenseurs des droits de l'homme (DDH) contre les atteintes des pouvoirs publics. C'était dans le cadre de la publication, le 14 juin, au Centre de rééducation des handicapés physiques, à Gombe, du rapport de la mission menée du 4 au 7 juin dans le Bandundu en vue de s'informer sur l'emprisonnement des douze activistes et les réconforter.

Cette mission a permis à ce groupe d'ONG de faire un état des lieux de l'exercice des libertés publiques, des relations entre les autorités et les ONG de la société civile locale. La délégation des associations a également pu s'enquérir des circonstances dans lesquelles les douze DDH de l'Association pour la défense des intérêts de la ville de Bandundu (Adivb) ont été arrêtés, détenus, jugés puis condamnés.

Dans ses conclusions, la mission a noté que ces douze DDH sont victimes d'acharnement et d'intolérance politiques. Pour cette délégation, en effet, leur procès n'était pas juste et équitable. « Les juges n'avaient pas fait preuve d'indépendance et d'impartialité. Ils avaient obéi à la volonté politique en lieu et place des lois, règlements et nécessités de la démocratie », a-t-elle fait observer.



Présentation du rapport de la mission à la presse

Implication avérée du gouvernement

Pour les membres de cette mission, qui ont noté que l'Adivb était bel et bien une ONG de défense des droits de l'homme active dans le Bandundu, le gouverneur de province, Jean Kamisendu, a fortement instrumentalisé la police et la justice pour obtenir la condamnation de ces DDH « qu'il considère avec ses collaborateurs, avec mépris et à tort, comme opposants politiques, xénophobes, relais du M23, demandeurs d'emplois, etc. ». Cette mission a, par ailleurs, admis ne pas avoir reçu des garanties des autorités locales pour la prise des mesures favorisant l'exercice des libertés publiques et le contrôle citoyen dans le cadre de redevabilité. « La demande de voir le gouverneur annuler sa décision interdisant les activités de l'Adivb sur toute l'étendue de la province du Bandundu et d'abandonner sa participation dans le procès en cassation comme partie civile n'a pas trouvé de réponses fermes et rassurantes », a regretté la mission. Devant ces réalités, en plus de la libération sans condition de ces détenus, la mission a également recommandé au gouvernement central, de faire res-

pecter l'exercice des libertés publiques par les autorités provinciales et de respecter ses engagements internationaux en matière de protection des DDH. Ces délégués ont, cependant, sollicité du Parlement l'accélération de l'adoption de la loi portant protection des DDH et au gouverneur du Bandundu, ils ont conseillé d'annuler son interdiction des activités de cette association, de retirer sa participation dans le procès en cassation et d'instaurer un climat de collaboration avec toutes les ONG de la société civile locale. Tandis que les ONG ont été appelées à accentuer la pression sur le gouvernement jusqu'à la libération de ces DDH emprisonnés.

On rappelle que, dans le Bandundu, cette délégation d'ONG a confronté les diverses versions des faits reçus du gouverneur et des membres de son cabinet, du procureur général, du premier président de la Cour d'appel et du président de l'Assemblée provinciale. Ils ont également parlé avec les avocats des accusés, l'inspecteur provincial de la police et deux de ses collaborateurs, des membres des ONG locales, le représentant de l'Usaid, un agent de la Monusco et un agent du Pnud.

Lucien Dianzenza



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DE LA SANTE
 Unité de Coordination du Projet d'Appui à la Réhabilitation du Secteur de la Santé
UCP / PARSS

Avis à manifestation d'intérêt

Projet d'appui à la réhabilitation du secteur de la santé (Parss) Recrutement d'un consultant contrôleur de gestion de l'unité de coordination du projet (UCP)

Sources de financement: Don IDA H 7500 - DRC

N° Avis à manifestation d'intérêt : AMI n°009/UCP-Parss/2013

Date de publication : le 18 juin 2013

Date de clôture : le 1er juillet 2013

Introduction

L'unité de coordination du Projet d'appui à la réhabilitation du secteur de la santé (UCP-Parss) recrute un expert national qui assurera la fonction de contrôleur de gestion de l'UCP-Parss.

À cet effet, l'UCP-Parss invite les candidats à manifester leur intérêt à fournir les services précités. Les candidats intéressés doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter ces services (CV mis à jour, références concernant l'exécution des contrats analogues, expériences dans des conditions semblables, etc.).

II. Objectif de la mission

L'objectif principal de la mission est d'apporter une assistance technique et soutenir pleinement l'UCP dans la gestion financière, comptable et l'audit en conformité avec les dispositions et les procédures de gestion des projets des emprunteurs et bénéficiaires des fonds de la Banque mondiale ainsi que les différents outils développés et approuvés pour la mise en oeuvre de ce projet.

III. Étendue des prestations et profils du candidat

3.1. Étendue des prestations:

Sous la coordination du coordonnateur du projet, le consultant contrôleur de gestion aura pour mission de:

- Vérifier la conformité de l'application des procédures administratives, comptables et financières au projet dans la gestion des activités à tous les niveaux d'intervention du projet;
- Veiller à la cohérence de la programmation budgétaire par rapport aux planifications des activités et leur cadrage dans l'accord de don de l'IDA;
- Valider les demandes de décaissement des fonds avant l'approbation du RAF et l'accord définitif du coordonnateur en s'assurant de la disponibilité budgétaire et aussi de l'utilité par rapport aux objectifs du projet;
- S'assurer que toute demande des fonds est soutenue par des pièces justificatives de valeur probante;
- Participer à la validation et au suivi de l'exécution du plan de financement des activités;
- conseiller les responsables de l'UCP dans l'élaboration des budgets et de leur consolidation;
- Vérifier que les paiements opérés ainsi que les décaissements effectués au titre du projet sur les opérations de trésorerie sont fiables et conformes aux procédures financières de l'UCP et aux directives de la Banque Mondiale: éligibilité, absence de dépassement, absence de double paiement, etc.;
- Concevoir les tableaux de bord et de l'information de gestion et assurer leur bon fonctionnement;
- Examiner et valider les Rapports de Suivi Financier des AEP;
- Assister la cellule financière de l'UCP dans l'établissement des rapports de suivi financiers consolidés du projet: comparaison des réalisations par rapport aux prévi-

sions, détermination et commentaires des écarts significatifs, propositions d'actions correctrices, etc.;

- Former les différentes entités utilisatrices de ces procédures appliquées au projet;

3.2. Profil

Le consultant doit jouir d'une expérience de 5 ans dans la conduite des missions de contrôle de gestion. L'exercice d'une fonction similaire dans un projet financé par la Banque mondiale ou par d'autres bailleurs de fonds est un atout.

Il doit être porteur d'un diplôme de niveau bac+ 5 en sciences commerciales ou en gestion financière

Il devrait également avoir une bonne connaissance des procédures et directives de la Banque mondiale ou autres bailleurs des fonds en matière de gestion financière et de passation de marchés.

Une bonne connaissance de l'organisation administrative du territoire de la République Démocratique du Congo et de l'organisation de l'administration et des finances publiques du pays et de l'organisation des ONG et des associations à base communautaire oeuvrant au Congo constituera un avantage.

IV. Durée de la mission et du contrat

Le contrat du consultant contrôleur de gestion est pour une durée de Un (1)

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires relatives aux termes de référence de la mission en contactant l'UCP-PARSS à l'adresse email:

ucparss@gmail.com ou à l'adresse ci-dessous de 9 h00 à 15h00, heures locales (TU÷1) du lundi au vendredi.

Les manifestations d'intérêt, rédigées en langue française, doivent être adressées au Coordonnateur de l'UCP-PARSS, sous enveloppe fermée ou par voie électronique, en mentionnant le nom du projet, le service de consultant requis, et le numéro du présent avis,

à l'adresse ci-dessous, au plus tard le **1er Juillet 2013 à 15h00(heure locale, TU+1) précises.**

Unité de coordination du projet Parss
À l'Attention du Dr Jacques Wanga Ta, coordonnateur
Concession de l'INRB, croisement des avenues
des Huileries et Tombalbaye
Kinshasa/Gombe Téléphone: +24315106435
Email : ucparss@gmail.com



VENTE AUX ENCHÈRES

Des objets d'art congolais estimés à plus d'un million d'euros

Les 18 et 19 juin à Paris, les maisons Sotheby's et Christie's proposent aux enchères plus de 250 lots d'objets africains dont les estimations individuelles se chiffrent jusqu'à 1 million d'euros, indique lesechos.fr.

Le 19 juin, apprend-on, Sotheby's propose la collection d'un couple de collectionneurs français dont l'homme a travaillé en RDC à la fin des années 1970 au sein de la société Unilever. Le catalogue des cinquante lots proposés est estimé en tout à 1,7 million d'euros. La collection, consultable sur sothebys.com, comprend notamment un sifflet-pendentif en ivoire Mbuun estimée entre 7000 et 10.000 euros ; une statue-réceptacle Yaka, dont l'estimation varie entre 12.000 et 18.000 euros, un appui-tête, Yaka évalué entre 30.000 et 40.000 euros ; une statuette Songye, estimée entre 18.000 et 25.000 euros ; deux sifflets Ndengese et tshokwe, estimés entre 5000 et 8.000 euros ; une épée d'apparat Kongo dont l'estimation varie entre 8.000 et 12.000 euros ; une pipe ngbaka estimée entre 4.000 et 7.000 euros ; un sceptre Hembra estimé entre 25.000 et 40.000 euros ainsi qu'un masque Lwalwa dont la valeur se situe entre 60.000 et 90.000 euros. Le cœur de la collection, indique lesechos.fr, correspond à des pièces Songye.

« Le lot phare est une étonnante statue mi-femme mi-homme (qui regarde la lune et le soleil) recouverte - cela lui donne plus de prix

- d'un onguent d'huile de palme, marque de son utilisation rituelle. De grand format (58 cm de haut) elle était destinée à la protection de la communauté. Elle est estimée 350.000 euros », souligne le site d'information.

D'autres objets d'art africain seront également mis en vente, notamment une coupe royale Yoruba du Nigeria qui a appartenu à un couple de marchands d'art primitif de Bruxelles. L'objet est estimé à un million d'euros. Les tests au Carbone 14, indique-ton, ont révélé que son ancienneté remonte au 18^e ou même au 17^e siècle, ce qui est rare dans l'art africain. Haute de trente centimètres, son pied est sculpté de quatre personnages encadrant un cinquième à cheval. Chez Christie's, apprend-on, la vente concerne une collection consacrée à quinze objets des ethnies de l'actuelle Nouvelle-Guinée estimés 1,3 million d'euros. Ils sont composés d'une statue originellement placée au sommet de la charpente de la maison, de cent huit centimètres de hauteur et estimée 750.000 euros. En outre, la maison met également en vente un objet « étonnant et monumental », appelé serpent Baga de la République de Guinée, collecté en 1957. Il s'agit d'une sculpture à l'esthétique radicale : polychrome, toute en longueur (1,90 m) et sinuosité. Elle est estimée 800.000 euros. En 2008, un autre serpent Baga a été adjugé pour 3,2 millions d'euros, souligne lesechos.fr.

Patrick Kianimi

MONDIAL 2014

La RDC n'ira pas au Brésil

Après le nul de zéro but partout contre le Cameroun au stade des Martyrs, la RDC a totalement compromis ses chances de qualification.

Le rêve des Congolais s'est arrêté, le 16 juin, au stade des Martyrs. C'est officiel, les Léopards de la RDC n'iront pas à la phase finale de la Coupe du monde au Brésil en 2014, quarante ans près leur unique participation au mondial en Allemagne en 1974. Et le sélectionneur des Léopards, Claude Le Roy, n'a pas atteint son deuxième objectif selon le contrat signé avec le gouvernement congolais et la Fédération congolaise de football association. Obligée de remporter les deux derniers matchs des éliminatoires, la sélection de la RDC de football n'a pas fait mieux que le nul face au Cameroun. La mobilisation a été tous azimuts afin de gagner cette rencontre et espérer une autre victoire lors du dernier match contre le Togo à Lomé en septembre prochain. La veille du match, les anciens champions d'Afrique 1968 et 1974 et les Léopards médaillés de bronze à la Coupe d'Afrique des Nations Burkina Faso 1998 ont communiqué avec les Léopards actuels conduits par le capitaine Youssouf Mulumbu et le vice-capitaine Trésor Mputu. Histoire de recevoir enfin la baraka des pères, dans une soirée concoctée par le président de la Fédération congolaise de football association, Constant Omari Selemani. Toujours dans l'optique de motiver les joueurs, le gouverneur du Katanga et président sportif de Mazembe, Moïse Katumbi Chapwe, a promis une prime de deux cent mille dollars américains en cas de victoire. Quelques jours avant, le ministre des Sports venait de mettre en place une nouvelle structure de soutien

aux Léopards composé des présidents des clubs. Et Moïse Katumbi avait été désigné président. Le gouverneur de Kinshasa, André Kimbuta, celui du Kasaï oriental et président du Sanga Balende, Ngoy Kasanji, et aussi le président du Daring Club Motema Pembe, Antoine Musanganya. Tout ceci dans le but d'amener les Léopards à la victoire contre le Cameroun. Mais nenni ! Les Léopards ont perdu leurs chances de qualification pour la Coupe du monde. Pour cette rencontre pourtant crucial contre le Cameroun, Claude Le Roy a placé Robert Kidiaba dans les perches. Djo Issama Mpeko, sur le flanc droit, Jean Kasusula sur le côté gauche, Cédric Mongongu et Gabriel Zakuani dans l'axe ont constitué la ligne défensive des Léopards. Dans l'entre-jeu, on a retrouvé Distel Zola dans la récupération de balle, avec le capitaine Youssouf Mulumbu et Trésor dans l'animation de jeu. Le trio d'attaque a été composée d'Yves Diba Ilunga placé sur le côté droit -lui qui est très à l'aise avec son pied droit-, Ebunga Simbi sur le côté gauche -un latéral gauche de métier- et Dieumerici Mbokani. La première période a été à l'avantage des Lions indomptables du Cameroun dans la possession du ballon et aussi en nombre d'occasions nettes de but de Moukandjo. En seconde période, Yannick Bolasie a pris la place d'Yves Diba Ilunga et Mubele Ndombe celle d'Ebunga Simbi afin d'apporter plus d'animation en attaque. Les Léopards ont tenté de monopoliser le ballon avec un Youssouf Mulumbu très volontaire, soutenu dans ses efforts louables par Distel Zola. Mais sans conséquence. À moins de dix minutes de la fin de la partie, Claude Le Roy a monté Éric Bo-

kanga -qui n'est pas titulaire à Mazembe- à la place du défenseur axial Gabriel Zakuani. Mais les Lions indomptables avec Nicolas Nkoulou comme patron de la défense ont tenu bon. Au final, un décevant zéro but partout, qui prive la RDC du tour de barrage de la Coupe du monde de football Brésil 2014.

Le courroux des supporters...

Au coup de sifflet final de l'arbitre sénégalais Badara, le public du stade des Martyrs n'a pas digéré ce résultat. On a donc assisté à des jets d'urine, de sachets d'eau et des pierres sur les joueurs et les membres du staff technique. C'est sous escorte policière qu'ils ont été évacués. Cette situation va certainement amener la Fifa à prendre des sanctions contre la RDC d'autant plus qu'une épée de Damoclès était déjà suspendue sur le stade des Martyrs depuis les incidents lors du match de la 3^e journée des éliminatoires contre les Chevaliers de la Méditerranée de Libye (0-0).

Rappelons que c'est la sixième rencontre d'affilée des Léopards qui se solde par un match nul (3 nuls à la CAN 2013 en Afrique du Sud et 3 nuls en éliminatoires du Mondial 2014). Le dernier match des Léopards aux éliminatoires du Mondial 2014 face aux Éperviers du Togo en septembre sera donc sans conséquence. La qualification se jouera donc entre le Cameroun qui compte sept points et la Libye qui a totalisé neuf points depuis sa victoire par deux buts à zéro sur le Togo à Tripoli en 5^e journée des éliminatoires. La RDC dispose de six points et pourrait atteindre neuf points en cas de victoire (qui n'est pas évidente) face au Togo (cinq points) à Lomé.

Martin Enyimo



★★★★★
5 STARS GOLD



DOUBLE POCKET
33cm
Hauteur



20 ans
Garantie

TISSUS
100%
COTON

RESSORT
ET
POCKET

MEMORY
FOAM



Matelas Super de luxe Sensation

Sensation est un matelas exceptionnel. Tout votre corps est soutenu dans une position anatomiquement correcte, permettant à votre colonne vertébrale d'adopter la meilleure posture naturelle pour le sommeil.

Composition

Tissus 100 % coton.
Couche de ressort pocket de 5 zones de pression de 1,8 mm
Couche de ressort micro-pocket
Couche de mousse d'une grande densité

Sommier

Très haute qualité



Composition

Tissus en coton
Structure en bois de haute qualité

APPEL À CANDIDATURE

L'ambassade de la République Fédérale du Nigeria à Brazzaville, invite les entrepreneurs à soumissionner leurs candidatures pour les travaux de construction de tout ce qui est énuméré ci – après, en vue d'achever la construction de la chancellerie sise au N° 1, avenue Auxence Ickonga, Brazzaville.

- Fournitures de sécurité
- Le pavement dans toute la chancellerie
- Le drainage
- Le Contrôle d'érosion
- L'examen de la toiture de la chancellerie et de la résidence.

L'appel d'offres durera deux (2) semaines à compter de sa date de publication. Ainsi tous les soumissionnaires sont priés de respecter le délai sachant que toute soumission au delà de cette date sera rejetée.

En outre, les demandes doivent être envoyées/ déposées sous-pli fermé à l'ambassade.

E.J. Ifenkwe
Chef de la Chancellerie
Pour : L'Ambassadrice

MESSAGE DE FÉLICITATIONS

Monsieur Jean Sibaly, membre du comité central du Parti congolais du travail, député de la circonscription de Kingoué, président du conseil départemental de la Bouenza, félicite les 1500 congressistes venus des douze départements du Congo, en particulier et les militants de l'U.P.A.D.S en général, pour avoir conduit à bon port les travaux du congrès unitaire extraordinaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (U.P.A.D.S).

Monsieur Jean Sibaly félicite chaleureusement monsieur Pascal Tsaty Mabilia pour sa brillante élection, salue par ailleurs monsieur Joseph Kingnoumbi Kia-Mbougou pour le faire Play dont il a fait montre et pour avoir ainsi donné une leçon de démocratie aux hommes politiques.

Monsieur Jean Sibaly exhorte enfin les nouveaux dirigeants de l'U.P.A.D.S. à prendre la mesure de leurs responsabilités en œuvrant pour la construction au Congo d'une démocratie apaisée.

Jean Sibaly



Expro's business is well flow management. Our technologies and specialised services help customers to measure, improve, control and process flow from their wells.

We operate in every major hydrocarbon producing area of the world, employing more than 5,000 people in 50 countries. With our head office in the UK, Expro has regional headquarters in Aberdeen, Accra, Dubai, Houston, Kuala Lumpur and Rio.

We've grown rapidly in recent years to become a market leader in the offshore and subsea arena, with a strengthened presence in gas wells and land markets. With our global growth comes an expanding workforce.

It's essential for us to attract, develop and retain the finest talent in a competitive industry. And the challenges are different everywhere we work.

We are currently recruiting the following positions for our Well Test Team;

WELL TEST SUPERVISORS:

As a Supervisor you will be responsible for ensuring a safe and healthy environment at the worksite through the effective application of the Company's HSEQ systems.

Proven ability to work offshore, full package.

Overall responsibility for running the job at the well site and the safe and effective management of any change.

Establish and maintain an effective relationship with the well site customer representatives to ensure good two way communication and customer expectations are clearly understood.

Ensure that the equipment set-up, complies at all times with the Well Test planning report, any modification to be approved and well site direction and customer-related support activities.

Supports company strategies for maintaining and improving business by promoting Expro capability with the Customer representative.

Identify and communicate opportunities for business growth to onshore management, acting as the Company representative at the worksite.

WELL TEST SENIOR OPERATORS:

As a Senior Operator, you will ensure a safe and healthy environment at the worksite through the effective application of the Company's HSEQ systems.

You will be responsible for supervising the junior crew and to ensure that all personnel engaged in the task have sufficient knowledge and understanding of the tasks to be performed.

You will be the shift focal point at the worksite between all crew members, subcontracting personnel and the client representative in the absence of the supervisor.

Supports the Supervisor/Coordinator to ensure the customer is satisfied with the service provided including the accuracy of all data and reports provided.

Assists in training junior operators under direction of supervisor

WELL TEST OPERATORS:

As a Well Test Operator, you will be responsible for completion of all HSEQC and Operational Documentation required to be completed during and after each Well test operation.

Performs cleaning, operational testing and pressure testing of equipment during the pre job procedures

Prepares and packing ancillary equipment to be used for the job

Performs pre/post job equipment inspections

Performs and completes ongoing and preventative maintenance procedures

TRAINEES:

Must have the willingness and ability to learn quickly on the job.

Ability to grasp basic technical skills quickly.

Minimum qualification for a trainee must be a baccalaureate certificate. A technical qualification or Engineering degree will be an added advantage.

Experience and Qualifications For Well Test Positions:

Must have at least 7 years and above previous Well Test experience

Experience of HSEQ systems.

Completion of primary / high school or (baccalaureate) education.

Technical qualification or University degree.

Good interpersonal, mentoring and training skills.

Self motivated and can work independently with little supervision.

Ability to perform advanced mathematical calculations.

Computer skills including MS Office and Company software.

Confidentiality, tact and excellent communication skills. The ability to speak, read and write fluently in both English and French is essential.

For more information and to apply for this role,

Please visit www.exprogroup.com/careers or drop your application to our gate security office at Expro, base near la Voirie sur la route de Mpita, Pointe-Noire, République du Congo.

ÉLIMINATOIRES COUPE DU MONDE 2014

Kamel Djabour : « J'assume cette défaite. J'assume tous mes choix pour cette équipe »

Les choix opérés au début de la rencontre par le sélectionneur des Diables rouges ont compliqué l'équation du Onze national, qui n'avait besoin que d'un point pour se mettre à l'abri du danger.

À une journée de la fin de l'avant-dernière étape du chemin menant vers la qualification au Mondial 2014, le Congo court un danger. Le Burkina-Faso, son dauphin du groupe, vient de réduire l'écart d'un point qui les séparait grâce à sa troisième victoire d'affilée. Fort de son titre de vice-champion d'Afrique, le Burkina-Faso devient un danger pour le Congo. Le moindre faux pas pourrait faire l'affaire des Étalons qui auront le privilège de jouer dans leurs propres installations face au Gabon. La victoire du Burkina-Faso pourrait le propulser à la tête du groupe si le Congo perdait à Niamey ou se contentait du match nul. Le Gabon qui a repris confiance peut revenir à la hauteur du Congo en cas de victoire en Ouganda tout en espérant sur



Les Diables rouges

une victoire du Niger. Le suspense donc reste entier. Les Diables rouges, qui n'ont pas encore inscrit le moindre but à l'extérieur, doivent coûte que coûte l'emporter à Niamey devant le Mena du Niger, déjà éliminé, pour valider leur présence parmi les dix équipes qui disputeront les cinq places du Mondial. À première vue, il faut trouver les ressources nécessaires pour contraindre le Mena à la défaite à

Niamey. Un match qui ne sera en aucun cas une simple formalité pour les Diables rouges. Car le Mena voudra terminer la compétition avec les honneurs en signant sa première victoire à domicile. Ce qui sera comptable au classement Fifa.

Kamel Djabour s'est trompé dans ses choix

Au regard du jeu développé samedi dernier à Pointe-Noire,

l'équipe congolaise ne doit s'en prendre qu'à elle-même. Kamel Djabour a été le premier responsable de cet échec en faisant confiance à des joueurs diminués physiquement. Il a en effet titularisé Oscar Ewolo et Fabrice Ondama alors qu'il avait un banc de touche aussi garni où l'on trouvait des joueurs qui pouvaient bien remplacer les blessés sur le terrain.

Cela a pesé lourd dans l'entrejeu des Diables rouges, notamment en première période où les Burkinabés donnaient l'impression de jouer à domicile avant d'être récompensés de leurs efforts à la 38^e minute sur une réalisation d'Aristide Bance. L'entrée de Césair Gandzé à la place d'Oscar Ewolo, dont la blessure avait lâché en pleine rencontre, a permis aux Diables rouges de livrer une prestation de qualité en début de seconde partie. Curieusement, ce talentueux joueur finissait la rencontre, après l'entrée de Delarge Dzon, comme latéral. « J'ai tenté des choses à la fin. J'ai fait entrer

plus d'attaquants pour mettre la pression sur l'équipe du Burkina. Elle a tenu le coup jusqu'à la fin. Je suis le premier déçu et le premier responsable de cette défaite. J'assume cette défaite. J'assume tous mes choix et toute la responsabilité pour cette équipe », a déclaré Kamel Djabour à la conférence de presse d'après-match. Paul Put, le coach burkinabé n'a pas pris de tels risques. Il a laissé l'un de ses meilleurs joueurs, Jonathan Pitroipa, sur le banc, et ce jusqu'à la fin du match, non seulement à cause de sa blessure, mais aussi de l'enjeu de la rencontre. Il est sorti de cette bataille très satisfait. « Dans les 45 premières minutes, nous avons vu une très grande équipe du Burkina-Faso. Nous avons dominé et pris le match en main. Nous savions qu'en deuxième mi-temps nous subirions la pression, mais grâce à la maturité de nos joueurs nous avons su gérer la rencontre en procédant par contre-attaques », a souligné Paul Put.

James-Golden Éloué

TAEKWONDO

Situation difficile pour le nouveau bureau de la fédération

Le problème, car il y en a, c'est que le bureau sortant n'a laissé que des dettes et des documents administratifs, à défaut de matériels sportifs de compétition. Pour l'olympiade 2013-2015, le nouveau bureau de la Fédération congolaise de taekwondo (Fécotae) a donc du pain sur la planche.

Les objectifs fixés par cette structure pour élever le niveau technique des taekwondoïns congolais, en organisant stages et compétitions, vont rencontrer quelques difficultés. Il n'a reçu pour legs que des tatamis, des casques thermoformés, des doboks, des mitaines, des plastrons, des protège-tibias et des coquilles.

Morel Talani, représentant le président sortant, Rock Cyr Popossi, a expliqué que ce matériel était mis à la disposition des clubs affiliés aux ligues départementales de l'intérieur du pays. Cela étant, le bureau sortant ne disposait plus de matériel de compétition.

Une version des faits contestée par les membres du bureau entrant. « Le bureau sortant a acquis le matériel de compétition en 2011. Avant la tenue de l'assemblée générale électorale le 14 mai 2013, le président sortant soulignait que ce matériel existait. Aujourd'hui, nous refusons de croire qu'il a disparu », a déclaré le secrétaire général adjoint de la Fécotae, Thomas Moutala, soulignant que lors du championnat or-

ganisé à Kinkala en 2012, les clubs de l'intérieur du pays n'avaient pas d'équipements sportifs, à l'exception des kimonos.

Le volet financier a également posé problème, d'autant plus que les primes des athlètes n'ont été versées que partiellement. Par ailleurs, la fédération sortante n'avait pas de compte bancaire. Pourtant, elle a enregistré des avancées significatives sur le plan administratif en comblant le vide juridique qui prévalait dans les textes fondamentaux de la Fécotae. Le bureau sortant s'est battu pour obtenir une reconnaissance officielle par le ministère de l'Intérieur et celui des Sports de l'éducation physique. Sous le mandat du président sortant, les textes réglementaires des compétitions à l'échelle nationale ont été mis en place alors qu'ils n'existaient pas depuis des décennies.

Seulement, la situation de l'équipement sportif a décidé le représentant du directeur général des Sports, Sébastien Eye, de suspendre la passation de service entre Rock Cyr Popossi, représenté par Morel Talani, et l'actuel président de la Fécotae, Stanislas Mbys. D'autant plus que c'est au cours de cette cérémonie que la situation s'est révélée. L'affaire sera tirée au clair lors de la passation de service qui aura lieu dans les prochains jours.

Rominique Nerplat-Makaya

NZANGO MODERNE

Les pratiquantes réclament la création d'une fédération

La troisième édition du championnat départemental de Nzango moderne, d'élite catégorie senior, a été lancée le 16 juin au stade municipal de Pointe-Noire avec, en toile de fond, cette recommandation aux autorités de créer la fédération pour cette discipline en plein épanouissement.

« Vu l'existence du sport nzango moderne au plan national dans les dix départements : Pointe-Noire, 30 équipes seniors et 10 minimes ; Brazzaville, 25 équipes ; Pool, 20 équipes ; Niari, 22 équipes ; Bouenza, 12 équipes ; Plateaux, 8 équipes ; Sangha, 6 équipes ; Cuvette-Est, 6 équipes ; Cuvette-Ouest, 5 équipes ; Kouilou, 6 équipes. Vu la catégorisation des équipes nzango moderne, vu le caractère juridique existant des équipes, vu la carte sanitaire de chaque équipe, ainsi, ayant respecté la feuille de route du ministère des Sports et de l'éducation physique dans la mise en place des comités départementaux, après dix ans de promotion et de vulgarisation de nzango moderne, nous sollicitons la mise en place de la Fédération congolaise de nzango moderne et la participation aux Jeux de 2015 à Brazzaville afin de présenter la dimension culturelle de notre pays », a indiqué Passy Guy Noël Titov, président du

comité départemental de nzango moderne de Pointe-Noire. Pour lui, la catégorisation des équipes de nzango (senior, junior et minime) est un signe de maturité du sport nzango moderne.

À propos du championnat d'élite de Nzango moderne, organisé par le comité départemental de nzango

noirs sur le score étriqué de 22 à 21. Ce tournoi qui regroupe huit équipes minimes prouve la vitalité de ce sport qui prend de l'ampleur dans le département. « Nous avons commencé le nzango très jeunes, entre huit et douze ans. C'est pourquoi nous venons exprimer nos talents d'enfants à côté de nos



Une phase du match Light World School-Diables noirs

moderne, 27 équipes vont se disputer le titre jusqu'au 23 août, date de la clôture dudit championnat. En match d'ouverture, l'AS Bana Fofa et l'AS Épouses agents Coraf se sont séparées sur le score de parité de 43 partout.

À l'occasion de la célébration de la 23^e Journée de l'enfant africain, le comité départemental de nzango moderne a lancé le tournoi de nzango moderne de la catégorie minime première édition avec le match inaugural Light World School Mont Kamba qui a battu Diables

mamans et sommes prêtes à participer aux jeux de 2015 à Brazzaville. Aussi, nous sollicitons du ministère des Sports la mise en place de la Fédération congolaise de nzango moderne », a dit une minime en lisant le mot du sportif. Les présidents des comités départementaux de nzango moderne du Kouilou, du Niari, de la Bouenza, du Pool, de Brazzaville ont également pris part à l'activité qui se déroulait devant Auguste Etsala, directeur général des Sports.

Hervé-Brice Mampouya